



JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES
PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS

Togo, France et autres Pays d'expression française	1 an	6 mois
Ordinaire	1.300 frs	800 frs
Avion	3.300 frs	1.700 frs
Etranger	1 an	6 mois
Ordinaire	1.600 frs	900 frs
Avion	3.750 frs	2.300 frs
Prix du numéro	Au comptant à l'imprimerie : 75 frs	
	Par porteur ou par poste :	
	Togo, France et autres Pays	
	d'expression française : 90 frs	
	Etranger : Port en sus.	

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO
B.P. 891 — Tél. : 37-18 — LOME.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne 80 frs
minimum 250 frs

Chaque annonce répétée : moitié prix :
minimum 250 frs

Direction, Rédaction et Administration :
Cabinet du Président de la République
Téléphone 27-01 — LOME

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

1971

29 nov. — Décret n° 71-214	nommant M. Deuss Jacques, ingénieur principal 3 ^e échelon d'agriculture d'outre-mer — directeur général de la société nationale pour la rénovation et le développement de la cacaoyère et de la caféière togolaises (SRCC).	3
3 déc. — Décret n° 71-215	nommant M. Jacques Brenner, administrateur-civil de 2 ^e classe, 3 ^e échelon — directeur du commerce.	3
3 déc. — Décret n° 71-216	nommant M. Ferdinand Djomeda, administrateur-civil de 2 ^e classe, 4 ^e échelon — directeur du service de l'industrie et de l'artisanat.	3
3 déc. — Décret n° 71-217	nommant M. Agbekodo Adolphe, ingénieur des eaux et forêts de 2 ^e classe, 4 ^e échelon — directeur du service du tourisme et de l'hôtellerie.	3
3 déc. — Décret n° 71-218	nommant M. Antoine Bodjona, administrateur-civil de 2 ^e classe, 4 ^e échelon — secrétaire général du ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique.	3
7 déc. — Décret n° 71-219	portant nomination dans les forces armées togolaises.	2

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

1971

1 ^{er} déc. — Arrêté n° 194-PR	nommant M. Mahilat Pierre, magistrat — conseiller juridique du gouvernement de la République Togolaise.	3
4 déc. — Arrêté n° 198-PR	chargeant des ministres de divers intérim.	3

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1971

25 nov. — Arrêté n° 132-INT-STCS	portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription d'Akposso, exercice 1971.	3
10 déc. — Arrêté n° 135-INT-STCS	portant annulation et ouverture de crédits au budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1971.	3
10 déc. — Arrêté n° 136-INT-STCS	portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Sokodé, exercice 1971.	4
11 déc. — Arrêté n° 137-INT-STCS	portant annulation et ouverture de crédits au budget de la régie municipale des marchés de Lomé, exercice 1971.	4
11 déc. — Arrêté n° 138-INT-STCS	portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Klouto, exercice 1971.	4
11 déc. — Arrêté n° 139-INT-STCS	portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Lomé, exercice 1971.	4
11 déc. — Arrêté n° 140-INT-STCS	portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la commune d'Aného, exercice 1971.	4

MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN 1971

29 nov. — Décision n° 1177-MFEP-FO	portant autorisation de versement d'une somme à l'union togolaise de banque.	5
------------------------------------	--	---

30 nov. — Décision n° 1180-MFEP-FO portant autorisation de paiement d'une somme au profit du Compte Continent 2.000 à Paris.	5
2 déc. — Décision n° 1198-MFEP-DFP portant autorisation de virement d'une somme à l'université du Bénin.	5
3 déc. — Décision n° 1204-MFEP-DFP portant autorisation de virement d'une somme à la brasserie du Bénin.	5
14 déc. — Arrêté n° 412-MFEP-CR portant concession d'une pension à l'ayant-cause de M. Abotsi Komlan Thomas.	5
14 déc. — Arrêté n° 413-MFEP-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Koumi Noël.	5
14 déc. — Arrêté n° 414-MFEP-CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Wilsen Akovi Charles.	5
14 déc. — Arrêté n° 415-MFEP-CR portant octroi d'une majoration pour famille nombreuse à M. Egli André.	6
14 déc. — Arrêté n° 416-MFEP-CR portant concession d'une pension de retraite à Mme Agomessou A. Véronique.	6
14 déc. — Arrêté n° 417-MFEP-CR accordant une majoration pour famille nombreuse à Mme Ajavon Bibiane.	6
Arrêtés portant nomination d'un régisseur au centre de formation professionnelle agricole de Tové et mise en débet.	6

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décisions portant nominations.	6
-------------------------------------	---

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

Arrêté portant nomination.	6
---------------------------------	---

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1971	
30 nov. — Arrêté n° 712/MFP portant promotion dans le corps du personnel de l'enseignement.	6
30 nov. — Arrêté n° 713/MFP portant promotion dans le corps du personnel de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits.	6
Arrêtés et décisions portant intégration, admission dans divers corps de la fonction publique, titularisations, avancements et passages automatiques d'échelon, acceptation de démission, rectificatifs à de précédents arrêtés portant admission à la retraite et admission dans le corps de la fonction publique.	7

DIVERS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Arrêtés portant reconnaissance de la désignation coutumière d'un chef de canton, renouvellement, suppression, attribution et transfert de bourges à Lomé et à l'étranger.	12
--	----

MINISTERE DE L'INTERIEUR

1971	
6 déc. — Arrêté n° 411/INT/MFEP autorisant l'ouverture d'un casino.	14
Décisions portant nomination de secrétaires de chef de canton.	20

MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

Arrêtés et décisions portant octroi d'allocations scolaires et approbation de rôles.	20
---	----

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1971	
1 ^{er} déc. — Arrêté n° 25/MEN/CAB portant ouverture d'un examen de fin de stage.	23

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN 1971

9 déc. — Circulaire n° 31/MFEP modifiant la circulaire n° 20/MFEP du 7 septembre 1971 relative aux comptes en francs couverts à des non-résidents et aux dossiers étrangers de valeurs mobilières.	23
---	----

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Emission d'une nouvelle pièce de cinquante francs cfa)	23
Conservation de la propriété foncière (Avis de demande d'immatriculation).	24
Avis de perte de titres fonciers.	25

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

DECRETS

DECRET N° 71-219 du 7 décembre 1971 portant nomination dans les forces armées togolaises.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;
Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967 ;
Vu les lois n° 63-7 du 17 juillet 1963 et 64-26 du 31 octobre 1964 ;
Vu le décret n° 65-46 du 16 mars 1965 modifiant l'échelonnement indiciaire des militaires de l'armée nationale togolaise et portant attribution d'indemnités particulières ;

Vu la motion adoptée à l'unanimité par le congrès national du Rassemblement du Peuple Togolais tenu les 12, 13 et 14 novembre 1971 à Palimé relative à la nomination au grade de Général de Division du Général de Brigade Etienne Eyadéma, chef d'Etat-Major des forces armées togolaises ;

Vu l'arrêté n° 198 du 4 décembre 1971 chargeant le Lt. colonel A. A. Djafalo, ministre de la santé publique, de l'expédition des affaires courantes de la Présidence de la République ;

Le conseil des ministres élargi aux membres du bureau politique du RPT entendu,

DECRETE :

Article premier — Le Général de Brigade Etienne Eyadéma, chef d'Etat-major des forces armées togolaises, est nommé Général de Division pour compter du 1^{er} décembre 1971.

Art. 2 — Le présent décret sera enregistré, publié au *Journal officiel* de la République togolaise et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 7 décembre 1971

P. le Président de la République absent :

Le Lt. colonel Djafalo, ministre de la santé publique chargé de l'expédition des affaires courantes,

Lt. colonel A. A. Djafalo

Nominations

Décret n° 71-214 du 29-11-71 — M. Deuss Jacques, ingénieur principal 3^e échelon d'agriculture outre-mer est nommé directeur général de la société nationale pour la rénovation et le développement de la cacaoyère et de la caféière togolaises (S.R.C.C.)

Ses émoluments seront supportés par la S.R.C.C. dans le cadre de la convention de prestation de services liant la société à l'IFCC.

Décret n° 71-215 du 3-12-71 — M. Jacques Brenner, administrateur-civil de 2^e classe, 3^e échelon, est nommé directeur du commerce.

Le présent décret prendra effet à compter de la date de sa signature.

Décret n° 71-216 du 3-12-71 — M. Ferdinand Djomeda, administrateur-civil de 2^e classe, 3^e échelon, est nommé directeur du service de l'industrie et de l'artisanat.

Le présent décret prendra effet à compter de la date de sa signature.

Décret n° 71-217 du 3-12-71 — M. Agbekodo Adolphe, ingénieur des eaux et forêts de 2^e classe, 4^e échelon, est nommé directeur du service du tourisme et de l'hôtellerie.

Le présent décret prendra effet pour compter de la date de sa signature.

Décret n° 71-218 du 3-12-71 — Antoine Bodjona, administrateur-civil de 2^e classe, 4^e échelon, est nommé secrétaire général du ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique, en remplacement de M. Moumouni Mama, appelé à d'autres fonctions.

ARRETES ET DECISIONS

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

Nomination

Arrêté n° 194-PR du 1^{er}-12-71 — M. Mabilat Pierre, magistrat, est nommé conseiller juridique du Gouvernement de la République togolaise, en remplacement de M. Gaucher Maurice ayant quitté définitivement le Togo.

Intérims

Arrêté n° 198-PR du 4-12-71 — Pendant l'absence du Général Etienne Eyadéma, Président de la République, ministre de la défense nationale, de MM.

- le commandant Janvier Chango, garde des sceaux, ministre de la justice,
- Joachim Hunlédé, ministre des affaires étrangères,
- Alex Mivedor, ministre des travaux publics, mines, transports, postes et télécommunications,
- Barthélémy Lambony, ministre délégué à la Présidence, chargé de la fonction publique, du travail et des affaires sociales,
- Benoît Malou, ministre de l'éducation nationale et
- Jean Tèvi, ministre des finances, de l'économie et du plan, l'expédition des affaires courantes sera assurée :

Au titre de la Présidence de la République et du ministère de la fonction publique, du travail et des affaires sociales.

par le lieutenant-colonel Albert Alidou Djafalo
ministre de la santé publique

*Au titre du ministère des affaires étrangères
et du ministère de la justice*

par M. Paulin Eklou, ministre de l'économie rurale

*Au titre du ministère de l'éducation nationale
et du ministère des finances, de l'économie et du plan.*

par M. Nanumale Gbegbeni, ministre du commerce,
de l'industrie et du tourisme.

*Au titre du ministère des travaux publics, mines, transports,
postes et télécommunications.*

par M. Frédéric Ali Dermane, ministre de l'information
et de la presse et ministre intérimaire de l'intérieur.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Annulations et ouvertures de crédits

Arrêté n° 132-INT-STCS du 25-11-71 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription d'Akposso, exercice 1971 :

Chapitre II. — Service d'administration régionale (personnel)

Article 4 — Indemnités aux régisseurs et
collecteurs contrôleurs de recettes 210.415

Chapitre III. — Service d'administration
régionale (matériel) —

Article 1 — Frais d'imprimés et abonnements
à diverses publications administratives 10.000

220.415

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription d'Akposso, exercice 1971 :

Chapitre II. — Service d'administration régionale
(personnel) —

Article 7 — Indemnités de fonctions aux délégués spéciaux et
secrétaire 4.500

Chapitre III. — Service d'administration
régionale (matériel) —

Article 3 — Achat et entretien mobilier de
bureau 10.000

Article 7 — Eclairage des bâtiments de la
circonscription 15.000

Chapitre VII — Services sociaux (personnel) —

Article 1 — Enseignement et sports 90.915

Chapitre X — Dépenses diverses —

Article 1 — Fêtes et réceptions publiques 100.000

220.415

Arrêté n° 135-INT-STCS du 10-12-71 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la commune de Lomé, exercice 1971 :

Chapitre III — Service d'administration municipale
(matériel) —

Article 9 — Achat des tickets communaux 120.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif, exercice 1971 de la commune de Lomé :

Chapitre II — Service d'administration municipale (personnel) —

Article 2 — Traitement du personnel administratif titulaire 120.000

Arrêté n° 136-INT-STCS du 10-12-71 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Sokodé, exercice 1971 :

Chapitre II — Service d'administration régionale (pers.) —

Article 3 — Indemnités, gratifications et remboursements de frais 173.496

Chapitre IV — Service des travaux régionaux (personnel) —

Article 3 — Indemnités et gratifications diverses .. 20.000

193.496

Est approuvé l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Sokodé, exercice 1971 :

Chapitre IV — Service des travaux régionaux (personnel) —

Article 2 — Traitement du personnel non titulaire 193.496

Arrêté n° 137-INT-STCS du 11-12-71 — Est approuvée l'annulation de crédits aux chapitre et article ci-après du budget de la régie municipale des marchés de Lomé, exercice 1971 :

Chapitre II — Sce d'administration du grand marché —

Article 5 — Indemnité de billetage 40.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget de la régie municipale des marchés de Lomé, exercice 1971 :

Chapitre I — Service de la dette —

Article 2 — Restes à payer des exercices antérieurs .. 40.000

Arrêté n° 138-INT-STCS du 11-12-71 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Klouto, exercice 1971 :

Chapitre III — Service d'administration régionale (mat.) —

Article 9 — Frais d'élection 80.000

Article 11 — Recensement 100.000

Chapitre VII — Services sociaux (personnel) —

Article 1 — Enseignement et sports 80.000

Article 3 — Dispensaires 30.000

Chapitre VIII — Services sociaux (matériel) —

Article 3 — Dispensaires 10.000

300.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Klouto, exercice 1971 :

Chapitre II — Sce d'administration régionale (pers.) —

Article 2 — Salaire du personnel de bureau non titulaire 67.000

Article 3 — Indtés, gratifications et remboursements de frais 2.000

Chapitre IV — Sce des travaux régionaux (pers.) —

Article 2 — Traitement du personnel non titulaire 142.500

Chapitre V — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —

à reporter 211.500

report 112.500

Article 1 — Entretien des routes et ponts 10.000

Article 2 — Entretien des rues, jardins, marchés .. 6.000

Chapitre VII — Services sociaux (personnel) —

Article 4 — Ambulance 18.500

Chapitre X — Dépenses diverses —

Article 5 — Cotisations à la C.N.S.S. 44.000

Article 6 — Versement au budget général des retenues de taxe progressive 10.000

300.000

Arrêté n° 139-INT-STCS du 11-12-71 — Sont approuvées les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Lomé, exercice 1971 :

Chapitre II — Service d'action rég. (pers) —

Article 2 — Salaire du personnel non titulaire 150.000

Chapitre VII — Services sociaux (pers) —

Article 3 — Dispensaires 450.000

600.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Lomé, exercice 1971 :

Chapitre II — Service d'action rég. (pers) —

Article 3 — Indtés, gratifications et remb. frais 7.000

Chapitre III — Service d'action rég. (mat.) —

Article 1 — Frais d'imprimés et abonnements à diverses publications administratives 140.000

Article 4 — Moyens de transports 38.000

Chapitre IV — Service des travaux rég. (pers) —

Article 2 — Traitement du personnel non titulaire .. 170.000

Chapitre VII — Services sociaux (pers) —

Article 1 — Enseignement et sports 235.000

Article 4 — Ambulance 10.000

600.000

Arrêté n° 140-INT-STCS du 11/12/ 71 — Sont approuvés les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune d'Anécho, exercice 1971 :

Chapitre II — Service d'administration municipale (pers) —

Article 2 — Salaire du personnel non titulaire 50.000

Chapitre III — Service d'administration municipale (mat.) —

Article 3 — Achat et entretien du mobilier de bureau 15.000

65.000

Sont approuvées les ouvertures de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la commune d'Anécho, exercice 1971 :

Chapitre III — Service d'administration municipale (mat.) —

Article 9 — Frais d'élection 15.000

Chapitre IV — Service des travaux municipaux (personnel) —

Article 4 — Salaire des manœuvres de voirie 50.000

65.000

MINISTRE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

Autorisations de paiement

Décision n° 1177-MFEP-FO du 29/11/71 — Est autorisé le versement au compte chèque postal de l'union togolaise de banque n° 01-06 Lomé, de la somme de cent vingt quatre mille quatre vingt sept (124.087) francs cfa représentant les frais bancaires pour domiciliation à cette banque des effets documentaires relatifs à la commande passée par la République togolaise à la société Simag pour l'impression du 2^e plan quinquennal (1971-1975).

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 35, article 15.

Décision n° 1180-MFEP-FO du 30-11-71 — Est autorisé le paiement au profit du Compte Continent 2.000, à son compte n° 0302380.230 auprès du crédit commercial de France, agence centrale 103 avenue des Champs-Élysées, Paris 8^e — France, de la somme de six millions huit cent cinquante mille (6.850.000) francs CFA.

Cette somme représente le reste à régler de la facture n° 21547 relative à la commande par la République togolaise des exemplaires de Brochures :

Savoir : 10.000 « Réalisations du Gouvernement togolais »

10.000 « Différents aspects du Togo »

1.000 Disques de 33 tours.

La dépense, imputable au chapitre 36, article 6 du budget général, exercice 1971 en dépassement de crédit, sera régularisée au prochain collectif.

Décision n° 1198-MFEP-DFP du 2-12-72 — Est autorisé le virement au profit de l'Université du Bénin à Lomé, à son compte ouvert à l'UTB — Lomé sous le n° 30.176 de la somme de dix millions (10.000.000) de francs CFA destinée aux travaux nécessaires à l'ouverture d'une troisième année de droit à l'Université du Bénin.

La dépense est imputable en dépassement sur les crédits du budget d'investissement, gestion 1971, titre V, chapitre 2, article 4.

Décision n° 1204-MFEP-DFP du 3-12-71 — Est autorisé le virement au profit de la Brasserie du Bénin à son compte ouvert à l'UTB Lomé sous le n° 60.122, de la somme de douze millions cent quatre vingt cinq mille (12.185.000) francs cfa au titre de la participation de la République togolaise à l'augmentation du capital social de ladite société.

La dépense est imputable en dépassement au budget d'investissement, gestion 1971, titre IV, chapitre 4, article 3.

Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 412-MFEP-CR du 14-12-71 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à l'orpheline Ayaba, née le 7 novembre 1968, fille de M. Abotsi Komlan Thomas, soldat de 2^e classe n° mle 67-02-0600 du corps du personnel du 1^{er} régiment interarmes togolais (indice 300, pourcentage 5%) décédé le 2 juin 1970, une pension temporaire d'orphelin fixée à trois mille soixante quatre (3.064) francs l'an pour compter du 9 novembre 1970 et à trois mille trois cent soixante douze (3.372) francs l'an pour compter du 1^{er} janvier 1971.

Cette pension est augmentée d'une rente viagère d'invalidité fixée à soixante et un mille deux cent soixante (61.260) francs l'an pour compter du 9 novembre 1970 et à soixante sept mille trois cent quatre vingt huit (67.388) francs l'an pour compter du 1^{er} janvier 1971.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus de l'enfant, les pensions et rente accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Ekpé Abotsi, tuteur de l'orpheline du de cujus.

Arrêté n° 413-MFEP-CR du 14-12-71 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Koumi Missényadé Christiana (née Agbehenu), épouse de M. Koumi Noël, infirmier principal de classe exceptionnelle de l'assistance médicale du Togo (indice 792, pourcentage 61%) en retraite décedé le 14 février 1971 une pension de veuve au taux annuel de cent huit mille cinq cent vingt (108.520) francs pour compter du 1^{er} mars 1971.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 11 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Koumi Missényadé Christiana (née Agbehenu) une majoration pour famille nombreuse au taux de 20% de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Martine, née le 21 janvier 1934

Alphonse, né le 29 octobre 1935

Bénédicta, née le 23 février 1938

Félix, né le 22 juin 1941

Agatha, née le 3 février 1944.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à vingt et un mille sept cent quatre (21.704) francs pour compter du 1^{er} mars 1971.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire fixée à vingt et un mille sept cent quatre (21.704) francs l'an pour compter du 1^{er} mars 1971 à chacun des orphelins mineurs du de cujus dénommés ci-après :

Pierre, né le 8 septembre 1952

Marie, née le 1^{er} juillet 1956

Epiphanie, née le 1^{er} janvier 1957.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus, susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes en vigueur seront versées entre les mains de M. Koumi Ahlin Léon, administrateur des biens et tuteur des orphelins mineurs du de cujus.

Arrêté n° 414-MFEP/CR du 14/12/71 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Wilson Houkpa (née Attikpa), épouse de M. Wilson Akovi Charles, ouvrier de 3^e classe des travaux publics du Togo (indice 556, pourcentage 54 %) en retraite décedé le 22 juillet 1971 une pension de veuve au taux annuel de soixante sept mille quatre cent quarante (67.440) francs pour compter du 1^{er} août 1971.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à treize mille quatre cent quatre vingt huit (13.488) francs l'an pour compter du 1^{er} août 1971 à chacun des orphelins mineurs du de cujus dénommés ci-après :

Lucas, né le 8 juin 1951

Mathias, né le 24 juillet 1952

Pierrette, née le 1^{er} août 1955

Dieudonné, né le 12 juillet 1957

Eva, née le 5 septembre 1958

Philomène, née le 13 novembre 1959

Justine, née le 26 septembre 1960.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions d'orphelin accordées ci-dessus susceptibles d'être comparées au montant des avantages familiaux prévus par les textes

en vigueur, seront versées entre les mains de M. Wilson Adjé Toussaint, administrateur des biens et tuteur des orphelins ainsi que les arrérages de pension dus à M. Wilson Akovi Charles pendant la période du 1^{er} juin au 31 juillet 1971.

Arrêté n° 415/MFEP/CR du 14/12/71 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe IV de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à M. Egli André, adjudant 3^e échelon du corps du personnel de la gendarmerie nationale togolaise est porté de 15 % à 20 % de sa pension principale deux cent cinquante mille quatre (250.004) frs. pour compter du 1^{er} décembre 1971 au titre de son enfant Kwami, né le 6 août 1955.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à cinquante mille (50.000) francs pour compter du 1^{er} décembre 1971.

Arrêté n° 416/MFEP/CR du 14/12/71 — Une pension pour ancienneté (pourcentage 71 %) au montant annuel de deux cent mille neuf cent quarante quatre (200.944) francs est attribuée sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Agomessou A. Véronique, infirmière principale 3^e échelon du corps du personnel de la santé publique du Togo (indice 630) admise à la retraite.

La date de l'entrée en jouissance de cette pension est fixée au 1^{er} juillet 1971.

Mme Agomessou A. Véronique pourra prétendre, pour compter du 1^{er} juillet 1971 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de son enfant Francine, née le 24 juin 1954.

Arrêté n° 417/MFEP/CR du 14/12/71 — Par application des dispositions de l'article 15, paragraphe IV de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, le taux de la majoration pour famille nombreuse allouée à Mme Ajavon Bibiane, agent technique de 2^e classe 4^e échelon de la santé publique du Togo en retraite est porté de 20 % à 25 % de sa pension principale trois cent soixante dix sept mille trois cent soixante quatre (377.364) francs pour compter du 1^{er} novembre 1971 au titre de son 6^e enfant Elliot, né le 3 octobre 1951.

Le montant annuel de cette majoration est fixé à quatre vingt quatorze mille trois cent quarante quatre (94.344) francs pour compter du 1^{er} novembre 1971.

Nomination

Arrêté n° 405/MFEP du 30/11/71 — M. Sobah K. François, directeur par intérim du centre de formation professionnelle agricole de Tové, est nommé provisoirement régisseur de la caisse d'avance dudit centre.

Débet

Arrêté n° 410/MFE/MTP/CFT du 6/12/71 — M. Selognon Georges, facteur journalier faisant fonctions de chef de gare par intérim de Togo-Plantation est déclaré en débet envers la République togolaise d'une somme de trente neuf mille quarante cinq francs (39.045 frs).

Un ordre de recette sera émis à l'encontre de l'intéressé au titre du budget annexe des chemins de fer du Togo.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Nominations

Décision n° 246/MEN du 25-11-71 — M. Bataka K. Adrien, instituteur stagiaire, en service au Lycée technique de Lomé, est nommé surveillant général d'externat dudit établissement.

La présente décision prend effet pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 251/MEN du 29-11-71 — M. Johnson René, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire en service au Lycée de Lama-Kara, est nommé surveillant général dudit établissement.

La présente décision prend effet pour compter du 1^{er} octobre 1969.

MINISTERE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME

Nomination

Arrêté n° 17/MCIT/DCIT du 3/12/71 — M. Agbodjan Félix, secrétaire d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B-indice 750) en service à la division du commerce intérieur et des prix est nommé président de la commission chargée de l'établissement et de la révision de la liste électorale de la chambre de commerce, d'agriculture et d'industrie du Togo.

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Promotions

Arrêté n° 712/MFP du 30/11/71 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 458/MFP du 11 août 1971 portant promotion en ce qui concerne M. Placca Boëvi Joseph.

M. Placca Boëvi Joseph, professeur de 2^e classe 3^e échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, est promu au grade de professeur de 1^{re} classe 1^{er} échelon pour compter du 21 décembre 1970.

Arrêté n° 713/MFP du 30/11/71 — Sont promus au titre de l'année 1971, les fonctionnaires dont les noms suivent appartenant au corps de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits :

Cadre des ingénieurs d'agriculture (catégorie A1)

Pour le grade d'ingénieur principal de classe exceptionnelle

Pour compter du 1^{er} juillet 1971

Méatchi I. Antoine, ingénieur principal 3^e échelon

Au 1^{er} échelon du grade d'ingénieur principal

Pour compter du 15 février 1971

Amedegnato Patrice, ingénieur de 1^{re} classe 3^e échelon

Pour compter du 17 juin 1971

Ywassa Léonard, ingénieur de 1^{re} classe 3^e échelon

*Cadre des ingénieurs d'agriculture (catégorie A2)**Au 1^{er} échelon du grade d'ingénieur de 1^{re} classe**Pour compter du 5 janvier 1971*Laré Martin, ingénieur de 2^e classe 4^e échelon*Cadre des ingénieurs des eaux et forêts (catégorie A2)**Au 1^{er} échelon du grade d'ingénieur de 1^{re} classe**Pour compter du 2 août 1971*Mensah Joachim, ingénieur de 2^e classe 4^e échelon.*Pour compter du 9 août 1971*Agbekodo Adolphe, ingénieur de 2^e classe 4^e échelon.**Intégration**

Arrêté n° 709/MFP du 30/11/71 — Les instituteurs ci-après désignés, titulaires du certificats de fin d'études normales de l'école normale supérieure d'Atakpamé, sont intégrés ainsi qu'il suit dans la hiérarchie supérieure du corps des fonctionnaires de l'enseignement pour compter du 1^{er} octobre 1971 :

Nom et Prénoms	Ancienne situation — Catégorie B	Nouvelle situation — Catégorie A 2	A. C.
Adama Antoine	instituteur 2 ^e classe 4 ^e échelon (indice 1050)	professeur de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 1100)	1 a 3 m
Aghodjan Moïse	instituteur 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	professeur de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 1100)	néant
Akouessen K. Martin	instituteur 1 ^{re} classe 1 ^{er} échelon (indice 1150)	professeur de 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 1200)	1 a 9 m
Atti K. Pierre	instituteur 2 ^e classe 1 ^{er} échelon stagiaire (indice 750)	professeur de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon stagiaire (indice 1100)	néant
Binga K. Emmanuel	instituteur 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	professeur de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 1100)	néant
Dagbovi Marc	instituteur 1 ^{re} classe 1 ^{er} échelon (indice 1150)	professeur de 3 ^e classe 2 ^e échelon (indice 1200)	1 a 9 m
Afandémon Adodo Jean-Pierre	instituteur 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 950)	professeur de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 1100)	néant
Amedegnato Anani Eloi	instituteur 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	professeur de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 1100)	néant
Attisso Jean	instituteur 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 950)	professeur de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 1100)	néant
Ayivi Togbassa Ignace	instituteur 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	professeur de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 1100)	néant
Bako Saïbou Mchamoud	instituteur 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	professeur de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 1100)	néant
Dackey Emmanuel	instituteur 2 ^e classe 1 ^{er} échelon stagiaire (indice 750)	professeur de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon stagiaire (indice 1100)	néant
Lassey Michel	instituteur 2 ^e classe 2 ^e échelon (indice 850)	professeur de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 1100)	néant
Mevigbe K. Philippe	instituteur 2 ^e classe 4 ^e échelon (indice 950)	professeur de 3 ^e classe 3 ^e échelon (indice 1100)	néant
Nambou Emmanuel	instituteur 2 ^e classe 4 ^e échelon (indice 1050)	professeur de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon (indice 1100)	9 mois
Ogoubi Emile	instituteur 2 ^e classe 1 ^{er} échelon stagiaire (indice 750)	professeur de 3 ^e classe 1 ^{er} échelon stagiaire (indice 1100)	néant

MM. Kpadé Edmond et Salah K. H. Théophile, titulaires du certificat de fin d'études normales de l'école normale supérieure d'Atakpamé, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeurs de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie A2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 6 du budget général) pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Admissions

Arrêté n° 689/MFP du 24/11/71 — Les agents permanents ci-après désignés, admis au monitorat (session 1970) sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteurs de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie D — indice 270) pour compter du 1^{er} janvier 1971 :

Akué Adotévi Armand, moniteur permanent 4^e catégorie échelle B

Agbozo Emile, moniteur permanent 5^e catégorie échelle B

Amouzou Jacob, moniteur 2^e catégorie échelle D

Ayivor Eugénie, monitrice 2^e catégorie échelle A

Aghodjan Thérèse, monitrice 2^e catégorie échelle C

Ahouhun André, moniteur 2^e catégorie échelle D

Aholou A. Expédit, moniteur 4^e catégorie échelle B

Alilou Aboulaye, moniteur 3^e catégorie échelle B

Gbedema Adma Philippe, moniteur 3^e catégorie échelle D

Baka Josephine, monitrice 3^e catégorie échelle B

Bangana Marie Thérèse, monitrice 3^e catégorie échelle D
 Bodjona Etienne, moniteur permanent 3^e catégorie échelle D
 Batchatchile Benoît, moniteur 2^e catégorie échelle B
 Boko Tcha Félix, moniteur 2^e catégorie échelle D
 Benthon Y. Léonard, moniteur 2^e catégorie échelle C
 Chango Théodora, monitrice 3^e catégorie échelle B
 Chango Marie-Thérèse, monitrice 3^e catégorie échelle B
 Douti Henri, moniteur 4^e catégorie échelle B
 Viagan Antoine, moniteur 2^e catégorie échelle D
 Djagbare Christophe, moniteur 4^e catégorie échelle D
 Djelou Léonard, moniteur 2^e catégorie échelle D
 Dzogbema Joseph, moniteur 5^e catégorie échelle B
 Gbeassor H. Léo, moniteur 3^e catégorie échelle B
 Hegnon François, moniteur 3^e catégorie échelle A
 Honyigloh Emile, moniteur 2^e catégorie échelle D
 Houngues Claire monitrice 5^e catégorie échelle B
 Koffi Félicienne, monitrice 3^e catégorie échelle B
 Lokadi Sourou, moniteur 5^e catégorie échelle B
 Lawson Régine, monitrice 2^e catégorie échelle C
 Memeng Justine, monitrice 3^e catégorie échelle B
 Moussa Seydou, moniteur 5^e catégorie échelle B
 Mati Raymond, moniteur 2^e catégorie échelle C
 Nabede Suzanne, monitrice 4^e catégorie échelle B
 da Silveira Séverin, moniteur 3^e catégorie échelle B
 Tchakpala Kao Pierre, moniteur 2^e catégorie échelle B
 Tchangaï Emmanuel, moniteur 5^e catégorie échelle B
 Télou Gilbert, moniteur 3^e catégorie échelle B
 Touglo André, moniteur 2^e catégorie échelle B
 Yoko Nestor, moniteur 3^e catégorie échelle B

Byll Antoine, moniteur 3^e catégorie échelle B
Bawa Idrissou, moniteur 4^e catégorie échelle B
Johnson Ansah Richard, moniteur 3^e catégorie échelle B
Kpacha Kébé Jacques, moniteur 3^e catégorie échelle B.

Arrêté n° 691/MFP du 24/11/71 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 26-MFP du 22 janvier 1971 portant nomination.

M. Sodji Sanvi Francis, ex-instituteur du Niger, titulaire du C.A.P., est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'Éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 3 ans et 4 mois lui est accordée conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

M. Sodji est élevé au 2^e échelon de son grade — ancienneté conservée 1 an 4 mois.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 692/MFP du 24/11/71 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 482/MFP du 30 août 1971 portant nomination.

M. Kankarti Nankodja Sylvestre, titulaire du diplôme d'ingénieur agronome de l'école nationale supérieure agronomique d'Abidjan (République de Côte d'Ivoire) et du diplôme d'ingénieur civil du génie rural de l'école nationale de génie rural, des eaux et forêts de Paris (France) est, en attendant la publication du statut particulier des fonctionnaires du génie rural, agréé dans celui des fonctionnaires de l'agriculture en qualité d'ingénieur de 2^e classe 3^e échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1.600) et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 15 du budget général) pour compter du 12 juillet 1971.

Arrêté n° 695/MFP du 26/11/71 — M. Akonou Otto Soyomé Emmanuel, titulaire du brevet de technicien de 2^e degré (spécialité géologue), ex-professeur de sciences de l'Athénée Patrice Emery Lumumba à Kinshasa Linete (République du Zaïre), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 696/MFP du 26/11/71 — M. Akouesson Adoté Alfred, ex-instituteur-adjoint du Niger, titulaire du B.E.P.C. et du C.E.A.P., est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 4 ans lui est accordée pour ses services antérieurs d'instituteur-adjoint titulaire dans l'enseignement du Niger de 1965 à 1971, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Akouesson est reprise comme suit :

— instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon + 4 ans bonification

— instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon + 2 ans bonification

— instituteur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 697/MFP du 26/11/71 — M. Tokofai Kokou Théodore, ex-moniteur de la République du Mali est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie D — indice 270) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 8, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 5 ans et 4 mois lui est accordée pour ses services antérieurs de moniteur dans l'enseignement public de la République du Mali (du 25 septembre 1963 au 30 septembre 1971), conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Tokofai est reprise comme suit :

— moniteur de 3^e classe 1^{er} échelon + 5 ans 4 mois bonification

— moniteur de 3^e classe 2^e échelon + 3 ans 4 mois bonification

— moniteur de 3^e classe 3^e échelon + 1 an 4 mois bonification.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 698/MFP du 26/11/71 — Les candidats ci-après désignés sont admis ainsi qu'il suit dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

instituteurs-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire

(catégorie C — indice 550)

Kpodo Kodjo Siegwand, titulaire du B.E.P.C.

instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon

Kitissou L. Martin Michel, titulaire du B.E.P.C. et du C.E.A.P.

Une bonification d'ancienneté de 4 ans est en outre accordée à M. Kitissou pour ses services antérieurs à l'enseignement de la République de Haute-Volta en qualité d'instituteur-adjoint du 1^{er} octobre 1965 au 30 septembre 1971, conformément aux dispositions de l'article 31 (dernier alinéa) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Kitissou est reprise comme suit :

— instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon + 4 ans bonification

— instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon + 2 ans bonification

— instituteur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 699-MFP du 26-11-71 — M. N'Soubédé Tona Komi Germain, ex-instituteur-adjoint du Niger, titulaire du B.E.P.C. et du C.E.A.P., est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 2 ans lui est accordée pour ses services antérieurs d'instituteur-adjoint titulaire de l'enseignement du Niger de 1968 à 1971, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

M. N'Soubédé est élevé au 2^e échelon de son grade (bonification épuisée).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 700/MFP du 26/11/71 — M. Apetor Jean-Dominique, ex-instituteur-adjoint du Sénégal, titulaire du C.E.A.P., est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 3 ans 4 mois lui est accordée pour ses services antérieurs d'instituteur-adjoint titulaire dans l'enseignement du Sénégal de 1966 à 1971, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Apetor est reprise comme suit :

— instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon + 3a 4m bonification

— instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon + 1a 4m bonification.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 701/MFP du 26/11/71 — M. Kouvahe Mensah Paul, ex-instituteur-adjoint de Côte d'Ivoire, titulaire du BEPC et du CEAP, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 8 mois lui est accordée pour ses services antérieurs d'instituteur-adjoint titulaire dans l'enseignement de Côte d'Ivoire de 1970 à 1971 conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 702/MFP du 26/11/71 — M. Groh Antoine, titulaire du CAP, ex-instituteur en République du Mali, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie B — indice 750) est mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 2 ans lui est accordée pour ses services antérieurs en République du Mali (du 1^{er} février 1967 au 20 mars 1970) conformément aux dispositions de l'article 31 (dernier alinéa) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

M. Groh est élevé au 2^e échelon de son grade (bonification épuisée).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 703/MFP du 26/11/71 — M. Kole Lawé Jean, ex-instituteur-adjoint de Côte d'Ivoire, titulaire du CEAP, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 8 mois est accordée pour ses services antérieurs d'instituteur-adjoint titulaire dans l'enseignement de Côte d'Ivoire de 1970 à 1971 conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 704/MFP du 26/11/71 — M. Benissan Tété Kouassi Marcellin, ex-instituteur-adjoint de l'enseignement privé catholique, titulaire du C.E.A.P., est admis dans le corps des

fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 2 ans lui est accordée pour ses services antérieurs d'instituteur-adjoint titulaire dans l'enseignement privé catholique de 1968 à 1971 conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

M. Benissan est élevé au 2^e échelon de son grade (bonification épuisée).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 705/MFP du 26/11/71 — M. Houessou A. Simon, ex-instituteur-adjoint du Sénégal, titulaire du B.E.P.C. et du C.E.A.P. est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 3 ans 4 mois lui est accordée pour ses services antérieurs d'instituteur-adjoint titulaire dans l'enseignement du Sénégal de 1966 à 1971, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Houessou est reprise comme suit :

— instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon + 3a 4m bonification

— instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon + 1a 4m bonification.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 706/MFP du 26/11/71 — M. Fiwumo Georges, ex-instituteur-adjoint du Sénégal, titulaire du CAP, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 2 ans lui est accordée pour ses services antérieurs d'instituteur-adjoint titulaire dans l'enseignement du Sénégal de 1968 à 1971, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

M. Fiwumo est élevé au 2^e échelon de son grade (bonification épuisée).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 707/MFP du 26/11/71 — M. Koumado André, ex-instituteur-adjoint du Niger, titulaire du BEPC et du CEAP, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 4 mois lui est accordée pour ses services antérieurs d'instituteur-adjoint titulaire de l'enseignement du Niger (1969-1971) conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 708/MFP du 26/11/71 — Les candidats ci-après désignés, titulaires du B.E. ou du B.E.P.C. sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général) :

Abekoe Denkey Jean-Baptiste	Fiamor Donatha
Acakpo-Addra Nathaniel	Fessou Klou Eugène
Adoukonou Djagou Hermann	Konutse Théodore-Bhêly
Agbemape Komlan Athanase	Koulekey Koffi William
Agbodjan Edoé Claude	Mensah Messa Séraphin
Bawa Sedoame Benjamin	Messan Adika Emmanuel
Bemeli Kondo Antoine	Noukpetor Bernard
Bouraima Saibou	Parkoo Gilbert
Dovie Alanga Yawo Michel	Seyome Kanlé Philomène
Dzinakou Félix	Tomé Ayao Seth.
Etse Yawo Vincent	

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 718/MFP du 3/12/71 — M. Kuadah Victor, ex-instituteur-adjoint du Sénégal, titulaire du BEPC et du CEAP, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée pour ses services antérieurs d'instituteur-adjoint titulaire dans l'enseignement de la Guinée et du Sénégal de 1961 à 1971, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Kuadah est reprise comme suit :

- instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon + 6 ans bonification
- instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon + 4 ans bonification
- instituteur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon + 2 ans bonification
- instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 719/MFP du 3/12/71 — M. Amouzougan André, titulaire du BEPC, du diplôme d'études de langues vivantes du 1^{er} degré général, du certificat de fin d'études d'anglais commercial et du « Lower certificate in English » de l'université de Cambridge, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 720-MFP du 3-12-71 — M. Broohm Assion Emmanuel, ex-instituteur-adjoint du Niger, titulaire du brevet élémentaire et du C.F.E.N., est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie C-indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Arrêté n° 721-MFP du 3-12-71 — M. Kouassi Désiré Jean, ex-instituteur-adjoint du Sénégal, titulaire du BEPC et du CEAP, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon (catégorie C indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée pour ses services antérieurs d'instituteur-adjoint titulaire dans l'enseignement du Sénégal et de la Guinée de 1961 à 1970, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Kouassi est reprise comme suit :

- instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon + 6 ans bonification
- instituteur-adjoint de 3^e classe 2^e échelon + 4 ans bonification
- instituteur-adjoint de 3^e classe 3^e échelon + 2 ans bonification
- instituteur-adjoint de 3^e classe 4^e échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 724/MFP du 4/12/71 — Les candidates dont les noms suivent, titulaires du diplôme d'Etat d'assistantes sociales de l'institut de formation sociale d'Abidjan (Côte d'Ivoire) sont, en attendant la parution du statut particulier du corps du personnel du service des affaires sociales, admises dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attachés d'administration de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaires (catégorie A2 indice 1.100) et affectées au service des affaires sociales (chapitre 24, article 6, paragraphe 1 du budget général) :

Amorin Elisabeth, née Dzoko-Amados
Kéké Rosemonde, née Kuégan
Kagbara Philimène, née Babale
Segbor Innocente
Tchandjan Colette
Doh Marie.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressées.

Arrêté n° 725-MFP du 6-12-71 — M. Klutsé B. Ysaïe, titulaire du « Master of Science with a major in civil engineering » de l'université d'Oklahoma (U.S.A.), est admis dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité d'ingénieur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire (catégorie A1-indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 730-MFP du 8-12-71 — Mme Koffi, née Hazoumé Isabelle, titulaire du B.E.P.C., du diplôme de monitrice de colonie de vacances et du certificat d'aptitude à la fonction de monitrice-éducatrice est, en attendant la publication du statut particulier des fonctionnaires des affaires sociales, admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'assistante médico-social de 2^e classe 1^{er} échelon stagiaire (catégorie B-indice 750) et affectée au service des affaires sociales chapitre 24, article 6 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 731-MFP du 9-12-71 — M. Tonato Wakensen, contrôleur de 2^e classe 2^e échelon du corps des fonctionnaires des douanes, titulaire du diplôme d'études juridiques générales, est nommé inspecteur de 2^e classe 1^{er} échelon (catégorie A2-indice 1100) pour compter du 1^{er} juillet 1971.

Le présent arrêté aura effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 732-MFP du 9-12-71 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 591-MFP du 14 octobre 1971 portant nomination de M. Ali Napo Pierre dans le cadre des professeurs.

Titularisations — Avancements — Passages automatiques d'échelon

Décision n° 1988-MFP du 30-11-71 — M. Edorh Simon, contrôleur de 1^{re} classe 2^e échelon du trésor, est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} avril 1970 (bonification conservée : 6 mois).

La présente décision a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 716-MFP du 3-12-71 — M. Gbatchi Céphas, ingénieur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} janvier 1969 — AC 1 an.

M. Gbatchi est élevé au 2^e échelon de son grade pour compter du 1^{er} janvier 1970 (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 717-MFP du 3-12-71 — M. Amegee Emile, ingénieur de 3^e classe 2^e échelon stagiaire du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 22 septembre 1969 — AC : 1 an.

M. Amegee est élevé au 3^e échelon de son grade pour compter du 22 décembre 1970 (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 723-MFP du 3-12-71 — M. Doe-Bruce Akouété Louis, ingénieur de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire du corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 1^{er} avril 1971 — AC : 1 an.

Arrêté n° 727-MFP du 6-12-71 — Les agents techniques de 2^e classe 2^e échelon stagiaires du corps des fonctionnaires de la statistique générale ci-après désignés, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi aux dates suivantes et conservent chacun une ancienneté de 1 an :

13 juillet 1971

Salako Komlan Anthonin

Atta Hermann

Kouevi Ayikoé Nicolas

21 juillet 1971

Degbeh Mensah Marcellin.

a. Décision n° 2009-MFP du 6-12-71 — Sont constatés au titre du deuxième semestre 1971 et dans les conditions suivantes, les passages automatiques à l'échelon supérieur de leur grade des fonctionnaires ci-après désignés appartenant au corps de la statistique générale :

CADRE DES INGENIEURS STATISTICIENS ECONOMISTES (catégorie A1)

Au 4^e éch. du grade d'ingénieur statisticien économiste de 2^e cl.

10-10-71 — Freitas K. Nazaire, ingénieur statisticien économiste de 2^e classe 3^e échelon.

CADRE DES INGENIEURS DES TRAVAUX STATISTIQUES ET ECONOMIQUES (catégorie A2)

Au 3^e échelon du grade d'ingénieur des travaux statistiques et économiques de 3^e classe

17-7-71 — Amelewonou W. Cosmas, ingénieur des travaux statistiques et économiques de 3^e classe 2^e échelon

CADRE DES AIDES-STATISTICIENS ET DES OPERATEURS MECANOGRAPHES (catégorie B)

Au 2^e échelon du grade d'opérateur mécanographe de 1^{re} classe

1-7-71 — Ayenu Seth, opérateur mécanographe de 1^{re} classe 1^{er} échelon

Au 3^e échelon du grade d'aide statisticien de 2^e classe

11-7-71 — Ahlin K. Crespin, aide statisticien de 2^e cl. 2^e éch.

CADRE DES AGENTS TECHNIQUES DE LA STATISTIQUE ET DES AIDES OPERATEURS MECANOGRAPHES (catégorie C)

Au 2^e échelon du grade d'agent technique de 1^{re} classe

1-7-71 — Moevi Etienne, agent technique de 1^{re} classe 1^{er} échelon

Au 4^e échelon du grade d'agent technique de 2^e classe

1-8-71 — Gblossou G. Raphaël

1-8-71 — Kponton, née Gbedze Berthe agents techniques de 2^e classe 3^e échelon.

Au 3^e échelon du grade d'agent technique de 2^e classe

1-8-71 — Koffi Louis

15-7-71 — Addra Albert

25-7-71 — Apedo Komi Alfred

15-7-71 — Afangbedji E. Alexandre

15-7-71 — Adzonyoh Paul

1-8-71 — Ayawo Yohanès

agents techniques de 2^e classe 2^e échelon.

Cadre des agents spécialisés (catégorie D)

Au 2^e échelon du grade d'agent spécialisé de 2^e classe

10-9-71 — Egbletanye Edouard.

10-9-71 — Eklou N. François

10-9-71 — Agbodjan Benoît Barnabé

agents spécialisés de 2^e classe 1^{er} échelon.

Démission

Arrêté n° 729-MFP du 6-12-71 — Est acceptée pour compter du 1^{er} février 1972, la démission de son emploi offerte par M. Glikpo Kodjo Martin, instituteur-adjoint de 3^e classe 1^{er} échelon stagiaire en service à l'école officielle d'Amou-Oblo.

Rectificatifs

RECTIFICATIF du 6 décembre 1971 à l'arrêté n° 301/MFP du 5 juin 1971 portant admission à la retraite.

Au lieu de :

Les fonctionnaires ci-après désignés, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leur droit à une pension de retraite pour compter du 1^{er} juillet 1971.

Finances

Brym M. André, adjoint administratif principal 3^e échelon.

Lire :

Brym M. André, adjoint administratif de classe exceptionnelle.

Le reste sans changement

RECTIFICATIF du 10 novembre 1971 à l'arrêté n° 466/MFP du 4 novembre 1970 portant nomination.

Au lieu de :

Les élèves sortant de l'école normale de Lama-Kara dont les noms suivent, titulaires du certificat de fin d'études normales, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 2^e échelon stagiaires (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Konon Kokou Léopold.

Lire :

Les élèves sortant de l'école normale de Lama-Kara dont les noms suivent, titulaires du certificat de fin d'études normales, sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3^e classe 2^e échelon stagiaires (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Konon Kokou Léopold.

Le reste sans changement

DIVERS**PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE****Désignation d'un chef de canton**

Arrêté n° 186/PR/INT/APA du 24-11-71. — Est constaté et reconnu officiellement la désignation coutumière de M. Tchassim Paul en qualité de chef du canton de Bohou (circonscription administrative, de Lama-Kara), en remplacement de Sya Atcholé, décédé.

L'intéressé percevra en cette qualité une indemnité annuelle de 126.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 14, article 6.

Le présent arrêté prend effet pour compter du 20 juillet 1971.

Bourses

Arrêté n° 187/PR/MEN du 24 novembre 1971 — Les bourses d'études précédemment attribuées aux élèves dont les noms suivent sont renouvelées pour l'année scolaire 1971-1972 :

Akakpo Yawovi Innocent : admis en 1^{re} année d'ingénieur

Badjo Yao Paul : admis en 1^{re} année d'ingénieur.

Edorh Grégoire : admis en 1^{re} année d'ingénieur.

Sossah Aimé Gérard : admis en 3^e année des TP.

La bourse d'études précédemment accordée à chacun des élèves dont les noms suivent est supprimée à compter de la rentrée scolaire 1971-1972 pour études terminées :

Doe-Bruce Thomas

Mabié Denys Anani.

Une bourse de formation est accordée pour l'année scolaire 1971-1972 à l'école nationale d'ingénieur et à l'école des adjoints techniques de Bamako à chacun des élèves ci-dessous.

Daoudou Amadou : inscrit en 2^e année de l'ENI.

Nassoma Moussa : inscrit en 1^{re} année des TP.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 41, article 4.

Arrêté n° 188/PR/MEN du 24-11-71 Est renouvelée pour l'année scolaire 1971-1972 la bourse d'études supérieures précédemment attribuée aux étudiants togolais dont les noms suivent :

Université du Bénin Lomé : bourse togolaise

Adéla Samuel	de Souza Ayao Pius
Adotévi Jonas Baltazar	Suka Komlan Emmanuel
Aféli Antoine	Tete Komlan Christian
Afokpa John Bonito	Tsidji Kossi Victor
Agossou Yao Espoir	Zango Lallé Théophile
Alazi Gbandi Nicolas	Abdoulaye Soulémama
d'Almeida Angèle Afiavi	Acapovi Apiti Jean
Ama Komlan Martin	Afangbom Georges
Amah Messan Pius	Afidegnon R. Daniel
Amégadjen K. Norbert	Agbogbe K. Casimir
Amia K. Emmanuel	Aghokou M. Madeleine
Amuzu Justine	Ajavon Solange Dédé
Armah Tetteh Mosts	d'Almeida Philippe
Wougla K. Chrétien	d'Almeida Justin
Aweli K. Alfred	Aloka Samuel
Aya Gottlieb Kwami	Amouzouvi Vladimir Philippe
Bakou Emmanuel	Anani Missiamenou Honoré
Bandeira Monique Thérèse	Appeti K. Jean
Dogbé Messan Charles	Aquéréburu Collette Elise
Dosseh Messan Jean	(Mme Lawson)
Ekpé Prosper	Bawa Moutarou
Eso Tiburce	Byll Catoria Joseph
Ezor Komi Nicolas	Codjo Jean-Claude
Fiawoo Sylvia	Divo Honoré
Flagbo Komivi Jean	Dokoe Kodzo Wilson
Galley Yawo Grégoire	Dorkenoo Michel Brillant
Gavlo Kossivi Pascal	Ehle Joseph
Gbonou Komlan Jean	Fousseni Aboulaye
Gouna Ameyo Angèle	Cheblewoo Stella Mathilde
Guenou Toussaint	Gnemagna Adolphe André
Hillañ Ayité Prosper	Gnomofo Christian
Karou Danlémé Sylvain	Gozo Kodjo Michel
Kitissou Marcel Idelfonse	Grey Codjo Virginia
Kodo Issa Albert	Guenou Mathias
Koumassi A. Emmanuel	Homawo Georges César
Kpedzrokou Koffi Benjamin	Houegbnon Yao
Kwadjovie Ahlimba Victoire	Issaiawa Jean Pierre
Lamboni Jean-Charles	Kanekatoua Patrice
Latzoo Marcellin	Klu Yawo Jonathan
Lawson Latré Renée	Klutse Joseph Didier
Lawson Pierre Floridor	Komlanvi Vivien
Nubukpo K. Fidèle	Koudry Benoît
Nutsua Emilia	Labitoko K. Innocent
Nyame Jean-Berchmans Titus	Lawson Boevi Frédéric
Ouro Météwa Michel	Mensah Firmine
Pere Amouzou Alexis	Mensah Lucas Domkpin
Sanvee Mathieu René	Mensah A. Toussaint
Sewonou Raphaël	Mikem Claude Marie-Pierre
Soulé Komi Innocent	Salako Martin

Tazo Gbati Bernard
Teko Mathieu Roger
Tete Jacqueline
Toi Yowana Sessagou
Adela Winfried
Adomayakpor Constantin
Adzomada Théodore
Alfa Bernard
Amedodji Vincent
Amekudji Kodjo André
Anthony Godlieb Stephan
Assiongbon Ekoué Etienne
Awlime Yawo Basile
Aziagbe Emmanuel
Bakoma Dama Innocent
Cudjoe Kouami Antoine
Djabakou Kokou Edouard
Djoffon Blaise Millefort
Etse Yawoutse Léonard
Folly Edoh Georges
Folly Emilienne Noëlie
Gnemagna Georges René
Guedehoussou Alfred Amah
Venant
Houngue Titus Léon
Kadjaka Tikpana Nicaise
Kassem Léonard
Kato Bruno Ayaovi
Kegloh Emile
Kolani Lari Jérémie
Kouma Alassani
Kpadenou Kodjovi Vincent
Kugbenou Joseph
Lawson Boévi Emmanuel
Louyah Seth
Moukaila Issifou
Sapa Jean Seth
Semedo Victor Auguste
Simpara N'koué Thomas
Simlakwe B. Grégoire
Sognigbe Bléoussan Raphaël
Tatounou Sessinou Bruno

Est renouvelée et transférée à l'université du Bénin à Lomé, la bourse d'études précédemment accordée aux étudiants togolais de l'école des sciences de Porto-Novo dont les noms suivent :

Bourses togolaises

Kadounta Bowa Jérémie

Bourses FAC

Kodjo-Yovo Timothée.

La bourse d'études supérieures précédemment accordée à chacun des étudiants togolais dont les noms suivent est supprimée à compter de la rentrée scolaire 1971-1972 :

Université du Bénin Lomé

Bourses togolaises

Agudze Bernard, Transféré en France)
Amégleamé A. Simon (Transféré en France)
Anthony K. Wilson (Transféré en France)
Assemboni Yawo Théophile (Transféré en France)
Assogba N'Soua Victor (Transféré en France)
Bansah Kodjovi Hope (Transféré en France)
Codjo Dema Marcus (Transféré en France)
Degboe Etienne Lazare (Transféré en France)
Feli Dovi Dominique (Transféré en France)
Germa Coawovi Godfried (Transféré en France)
Houndjago Jean Kpadé (Transféré en France)
Kolagbé Koami Désiré (Transféré en France)
Kpadénon Silété Maurice (Transféré en France)
Kugéah Jeanne Cunégonde (Transférée à Dakar)
Lawson Boévi Alfred (Transféré en URSS)
Malm Georges (Transféré à Dakar)
Woamékpo Kodjovi Valentin (Transféré en France)
Yao Kossivi Clément (Transféré en France)

Tronou Kodjo Pascal
Yovo Kokou Paulin
Zimaro Baoua
Séshio Mabel Daisy
d'Almeida Angelo Modeste
Alomenou Florence
Anthony K. Robinson
Agbagla Pierre Cyr
Clocuh Nicaise Jean-Marie
Adjavon Komi Antoine
Bourses F A C :
d'Almeida John Saturnin
Créppy René
Doni Yaovi Etienne
Dossah Benjamin Bénédictus
Essokissa Issoufou
Eza Kouassivi Théophile
Glikou Joseph
Idrissou Abdoulaye
Kandja Esso
Kuwonu Edith Stella
Lamboni K. Boniface
Lamboni Souma Zacharie
Laré Kidjié Ferdinand
Lawson B. Eben Ezer
Mama Abbas
Nana Djababou Charles
Nunyakpé Hélène (Mme Fiagan)
Sitti Povi Rosalie
Ta-Ama Nolana Dominique
Takouda Denis
Vio'ay Francis Rubicon
Yélé Alphonse
Aïvon Luc
Edoh Kodjo Emmanuel
Gbleh Kwassi Siegfried
Kunutsor Komlan Shelter
Mensah Foli Herman
Akpajavi Ayewonou Benoît
Akakpo Foli René
Hihetah Bernard.

Latzoo Isidore Magnus (Transféré en France)
Djoua Yoma Narcisse (Transféré en France)
Kadjaka Dalama (Transféré en URSS)
Komlan Marie-Aimée (Transféré à Dakar)
Dagadou Koffi
Kini Jean Sébastien
Kuakui Messan Paulin
de Souza Emmanuel Marie
Talounga Hada Sébastien
Ada Ruben
Awaga Rosalie
Kpéglo A. Théodore (a intégré EIER Ouagadougou)

Bourses FAC

Ayitey Amavi Ernestine (Transféré en France)
Santos Adnette Josée (Transférée en France)
Agbété Kossi Georges (Transféré en France)
Hundt Adjoa Sylvia (Transférée en France)

Université du Dahomey

Bourses togolaises

Adja Adj Pierre (Transféré en Allemagne)
Bayentin Yendoukoi Raymond
Blao Abossou Benjamin (Transféré en Allemagne)
Iyoh Cléophas (Transféré en France)
Lanzo Atsu Jean (Transféré en France)
Modzinou Seth (Transféré en France)

Bourses FAC

Agbékou Luc (Transféré en France)
d'Almeida Modeste (Transféré en France)
Dorkenoo Ephrem Seth (Transféré en France)
Ekouhoho Atisso Kouam
Hevor Tobias (Transféré en France)
Kouévi Ayité Antoine (Transféré en France)
Kpodar M. Pascal (Transféré en France)
Tay Kodzo Emmanuel (Transféré en France)

Une bourse d'études supérieures est accordée à l'Université du Bénin pour l'année scolaire 1971-1972 à chacun des étudiants togolais dont les noms suivent :

Adame Djaba	Akakpo John
Adom Abotchi Alphonse	Amah Ayité Sylvain
Ahanogbé Koffi Edmond	Atayi Komla Edmond
Akam Richlane Noble	Ayi Komi Seth
Akéba Joseph	Dossa Koffi Antoine
Akogo Koffi Paul	Edoh Baniaba Raphaël
Ankrah Iréné Cyprien	Edonh Georges Antoine
Atacpé hakou lousaint	Gaou Yacoubou Abel
Ekué Sylviane-Estelle	Gbikpi Guy
Eklou Akpaka Antoine	Gosson Cléophas
Elia Nicodème	Illéné Abalo Léon
Kakpovi Koudokpo Fulbert	Kpéma Pakoum Alphonse
Kavege Koffi Georges	Kpomada Bernard
Kétékré Yao Martin	Kudawo Messan Alfred
Kétémépi Koffi Jean-Baptiste	Lallé Tankpadja
Kossi Mawussi Emile	Okoua Godfried
Loco Hubert	Schmidt Urbain
Mawidéku Kossi Emmanuel	Sekou Komi Emmanuel
Quam-Dessou Jeanne	Trénu Gilbert
Odonkor Kwami Richard	Vovor Mawupé Michel
Quashie Ablewavi Hélène	Yacoubou Abou
Sakpo Ayaovi Céline	Ajavon-Ayayi Victor
Sanvee Akoua Maryse Reine	Andjawa Nestor
Aboulaye Saïbou	Assinguimé Kodjo InnoCent
Alilou Mohaman Cissé	Badabo Magréwa Boukari Joseph
Alou René	Bataba François Roger
Adayi Essi Florentine	Birregah Batogbana Marcellin
d'Almeida Francisco Joasinho	Derman Moukaila
Joachim	Doussevi Mensah Benjamin
Badjala Atabaya Christophe	Gbikpi Dominique Marc
Enoutor Donkor Samuel	Félibigou Bandibe Gabriel
Ikavi Akossi Agnès	Kolani Lorempo Casimir
Patsah Anastasie Adjoa	Kpohou Afoua Henriette
Bawa Antoine	Kpossi Kwami Rénatus
Mensah Kouakou Adrien	Matéka Karsa

Tatcho Komi Clotaire
Tchamdja Soumou Jérémie
Abassa Kossi Seth Salomon
Afangbédji Kalédji Rémi
Ajavon Akouété Paul
Ajavon Akouété Pierre
Blu Paulin
Couassi Clément
Dzidzonou Komlan Jean
Folly Ama Béatrice
Kloutse Philippe
Kogbetsé Corneille
Kpacha Mathias
Koumouh Kétévi Moïse
Mensah Sewa Ernest
Lawson Laté Georges
Sakpa Komi Sylvanus
Ségla Adjoa Clémentine
Soglo Komla Pius
Sonokpon Jean-Marie
Aboudou Salami Mama-Sani
Ajavon Kokoé Epiphania
Agbéshie Sassou Pascal
Agbodan Messan Guy
Noussoukpé Flore Marguerite
Gaba Ohristian
Sitti Max
Lawson-Body Olga
Mensah Elise Félicienne
Aghékponou Kouassi Gilles
Ahyi Solange Régina
Douti Boinongui Laré

Kuakuvi Marthe Virginie
Achoribo Delaeden Duncan
Agbovon Emmanuel Georges
Amoussou Etienne Marcel
Amouzou Kouassivi Georges
Fabre Jean-Pierre
Kétoglo Mensah Omer Yves
Kokou Kwahlin Théodore
Komlangan Klakévi Hubert
Komlan Kwami Gabriel
Lawson-Body Emmanuel
Libibe Nambatha Célestin
Mensah Ludwig Roger
Mensah Joseph
Nonoa Salima Diendonné
Segbéaya Dossé Blaise
Sossavi Amévi Victorine
Sossou Mèyévi Victoria
Yétonguon Kokou Théophile
Abalo Ayité Julien Honoré
Koudité Gabriel
Piyinda Albert
Sobo Fillo Bakoundi
Allévi Kokou Philippe
Bégloé Michel
Figha Ayawovi Christophe
Freeman
Nyavo Marie Antoinette
Togbey C. Félix
Ayiké Kossivi Paul
Tchoukouli Mathurin
Foli Adamah Alexandre Paulin.

La dépense résultant du paiement des bourses togolaises est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 41, article 1 paragraphes 5 et 6.

Les bourses FAC sont à la charge de la mission française d'aide et de coopération.

Arrêté n° 190/PR/MEN du 29-11-71 — Une bourse de formation statistique est accordée pour l'année 1971-1972 à l'institut international de formation statistique de Yaoundé à chacun des candidats togolais admis dont les noms suivent :

Agbozo Koffi Raphaël
Edéh Gaston
Klogo Kossi Benjamin
Logossou Yaovi Max
Sossouvi Sassou William

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 41, article 1, paragraphe 7.

MINISTRE DE L'INTERIEUR

ARRETE n° 411-INT-MFEP du 6-12-71 autorisant l'ouverture d'un casino.

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR ET LE MINISTRE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN,

Vu la loi n° 61-31 du 26 août 1961 et les textes modificatifs, portant dérogation à l'article 410 du code pénal interdisant la tenue de maisons de jeux de hasard ;

Vu la demande présentée par M. W. A. Lokotrolo et la société Lafinco Group International tendant à obtenir l'autorisation de tenir une maison de jeux de hasard (casino) ;

Vu l'arrêté n° 121 INT-MFEP du 19 décembre 1970 portant autorisation provisoire d'ouverture d'un casino à l'hôtel Miramar,

ARRETEMENT :

Article premier — M. Walter Amavi Lokotrolo, domicilié à Lomé, Hôtel Miramar B.P. 1556 et la société LAFINCO GROUP International dont le siège social est à Lomé, Hôtel Miramar B.P. 1556, sont autorisés conjointement, dans les con-

ditions prévues par la loi n° 61-31 du 26 août 1961 modifiée par l'ordonnance n° 13 du 13 juillet 1970, à tenir une maison de jeux (casino) dans des locaux spécialement aménagés et réservés à cet effet de l'hôtel Miramar sis à Ablogamé, route d'Anécho, appartenant à M. Lokotrolo.

Ils seront tenus de se conformer, pour tout ce qui concerne l'exploitation de ladite maison de jeux (administration, comptabilité et fonctionnement), aux clauses d'un cahier des charges qu'ils devront soumettre à l'agrément conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre des finances et aux dispositions du présent arrêté.

Art. 2 — La durée de la concession est fixée à dix années et expirera le 31 décembre 1980.

Art. 3 — Les seuls jeux de hasard autorisés dans le casino de l'hôtel Miramar sont classés en deux catégories :

1) La roulette, la boule, le black jack et le baccara-chemin de fer.

2) Les appareils automatiques dits appareils à sous.

La boule, la roulette et le black jack sont dits jeux de contre-partie.

Le baccara-chemin de fer est un jeu dit de cercle.

Art. 4 — Un casino est un établissement dont l'activité principale est le jeu. Il peut comporter également des activités de restauration et de spectacle.

Le présent arrêté, pris en application de la loi n° 61-31 du 26 août 1961 portant dérogation à l'article 410 du code pénal interdisant la tenue de maisons de jeux de hasard, détermine les conditions d'établissement, de présentation et d'instruction des demandes d'autorisations, les modalités d'administration et de fonctionnement du casino, les règles de fonctionnement des jeux, les principes de surveillance et de contrôle.

1) Conditions d'établissement, de présentation et d'instruction des demandes d'autorisation de jeux

Art. 5 — La demande d'autorisation de jeux est faite par la personne ou le représentant qualifié de la Société qui exploite l'établissement à titre de propriétaire ou de locataire.

Elle est adressée au ministre de l'intérieur qui, après enquête, notamment sur les garanties morales et financières présentées par le demandeur ainsi que sur l'opportunité d'ouvrir un casino, et en accord avec le ministre des finances, accorde ou refuse l'autorisation.

L'arrêté d'autorisation est pris conjointement par le ministre de l'intérieur et le ministre des finances.

Art. 6 — Le dossier de demande d'autorisation de jeux comprend les pièces suivantes :

1) Demande d'autorisation du modèle annexé au présent arrêté.

2) Plan détaillé de l'établissement en deux exemplaires.

3) Copie certifiée conforme soit des titres de propriété soit des baux en vertu desquels le pétitionnaire jouit de l'immeuble du casino.

En cas de société demanderesse, les statuts de la société accompagnés suivant le cas soit de la liste des associés comportant le nombre de leurs parts d'intérêt respectives, soit d'un état indiquant la composition du conseil d'administration.

Est jointe aux statuts une déclaration souscrite par le représentant qualifié de la société certifiant que celle-ci a été instituée et fonctionne conformément aux dispositions légales et réglementaires qui lui sont applicables.

4) Un état indiquant l'état civil complet, la profession, le domicile du directeur et du sous directeur responsables.

5) Un dossier individuel du directeur et du sous directeur responsables comprenant pour chacun :

— un extrait d'acte de naissance ;

- un extrait de casier judiciaire de moins de 3 mois de date ;
- un certificat de nationalité pour les ressortissants togolais et une copie certifiée conforme de la première page de leur passeport pour les ressortissants étrangers ;
- un curriculum vitae en triple exemplaire ;
- 3 photos d'identité récentes.

II) Modalités d'administration et fonctionnement du casino

A) Administration du casino

Art. 7 — La direction du casino est assurée par un directeur et un sous-directeur responsables, nommés par la personne ou le représentant qualifié de la société qui exploite l'établissement.

Art. 8 — Le directeur et le sous-directeur responsables doivent être agréés par le ministre de l'intérieur. Celui-ci peut les révoquer soit en cas d'inobservation de la réglementation sur les jeux de hasard soit pour des considérations d'opportunité dont il est seul juge.

Leur remplacement est assuré par les soins de la société fermière après agrément du ministre de l'intérieur.

Art. 9 — Le directeur ou le sous-directeur responsable doit toujours être présent dans l'établissement pendant les heures de fonctionnement des jeux.

Art. 10 — La direction du casino est tenue de :

- faire toutes les communications relatives à l'administration et au fonctionnement du casino soit au ministre de l'intérieur soit au ministre des finances soit aux fonctionnaires chargés du contrôle, selon les cas ;
- faire tenir la comptabilité spéciale des jeux et la comptabilité commerciale de l'établissement conformément aux directives qui seront fixées par le ministre des finances ;
- maintenir à tout moment au siège du casino, la totalité des documents à la disposition des agents du ministère de l'intérieur ou du ministère des finances dûment commissionnés à cet effet ;
- verser dans les conditions prévues à cet effet par le ministère des finances le montant du prélèvement de l'Etat sur le produit des jeux.

Art. 11 — Le directeur responsable est tenu d'afficher notamment à l'entrée des salles de jeux :

- 1) Un avis indiquant les personnes qui ne peuvent pas être admises dans les salles de jeux.
- 2) Le montant du droit d'entrée, les heures d'ouverture et de fermeture et les conditions d'admission.
- 3) Les règles de fonctionnement des divers jeux pratiqués dans la salle.
- 4) Un avis indiquant que les jeux ne peuvent être pratiqués qu'argent comptant, que tout enjeu sur parole est interdit et que les mises ne peuvent être représentées — sauf dans les appareils à sous — que par des jetons ou des plaques fournis par la direction du casino.

Art. 12 — Le directeur responsable engage, rémunère et licencie directement toutes personnes employées à un titre quelconque dans les salles de jeux.

Préalablement à leur entrée en fonction, ces personnes doivent être agréées par le ministre de l'intérieur. La demande d'agrément doit comporter un dossier constitué comme indiqué à l'article 13 ci-après.

Le directeur responsable est tenu de congédier sans délai toute personne employée à un titre quelconque dans les salles de jeux à qui le ministre de l'intérieur aurait retiré son agrément.

Tout renvoi prononcé par la direction ou toute démission d'employé est portée immédiatement à la connaissance du ministre de l'intérieur avec les motifs de la décision.

Art. 13 — Les conditions de l'engagement des personnels employés à un titre quelconque dans les salles de jeux font l'objet d'un contrat écrit précisant notamment l'emploi.

Outre ce contrat, le dossier de chaque employé dont l'engagement est soumis à l'agrément du ministre de l'intérieur doit comporter :

- a) une notice individuelle avec « curriculum vitae » et photographie récente, le tout en triple exemplaire.
- b) un extrait de casier judiciaire de moins de trois mois de date.

Art. 14 — Les contestations entre employeurs et employés sont du ressort des juridictions de droit commun ou du tribunal du travail selon les cas.

B) Fonctionnement du casino

Art. 15 — Tous les appareils et matériels doivent être d'un modèle communément en service dans les casinos de classe internationale.

Art. 16 — Les jeux ne peuvent être pratiqués qu'argent comptant : tout enjeu sur parole est interdit. Les sommes sont représentées :

- par des billets et des pièces de monnaie de la banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest.
- par des jetons ou plaques fournis par l'établissement à ses risques et périls.

Art. 17 — Les mises ne peuvent être représentées que par des jetons ou des plaques fournis par l'établissement.

Les pièces de monnaie sont toutefois utilisées dans les appareils à sous.

Art. 18 — Les chèques tirés par les joueurs et acceptés par le casino qui demeurent impayés ne peuvent être passés par profits et pertes avant un délai de trois ans à compter du dépôt de la plainte. En aucun cas les prêts éventuellement consentis aux joueurs et non remboursés, ne peuvent être passés par profits et pertes.

Art. 19 — Les membres du personnel des salles de jeux ci-après désignés : sous chef de table, croupier, changeur, ravitailleur et valet de pied doivent pendant le travail porter des vêtements sans poches.

Art. 20 — Il est interdit aux employés des jeux de pénétrer dans les salles de jeux en dehors de leurs heures de service.

Art. 21 — Il est interdit à toute personne employée à un titre quelconque dans le casino de consentir des prêts d'argent aux joueurs.

Art. 22 — Les personnes employées à un titre quelconque dans les salles de jeux ne doivent avoir aucune part ni intérêt dans les produits des jeux.

Il ne peut leur être alloué, pour quelque cause que ce soit aucune remise sur le produit des jeux.

Il leur est interdit de participer au jeu soit directement soit par personne interposée.

Art. 23 — Il est interdit à toute personne ayant des intérêts dans le casino, à l'exclusion éventuellement du directeur et du sous-directeur responsables, d'accomplir sous quelque prétexte et de quelque manière que ce soit aucune des fonctions incombant à la direction ou au personnel des salles de jeux ou bien même d'exercer une autorité quelconque sur les employés des salles de jeux.

Art. 24 — Ne peuvent être admis dans aucune salle de jeux les mineurs de moins de vingt et un ans, même émancipés, les militaires et agents de forces para-militaires ou de police de tous grades et de toutes nationalités en uniforme, les individus en état d'ivresse ou susceptibles de provoquer du scandale ou des incidents.

L'accès des salles de jeux est en outre interdit à toute personne dont le ministre de l'intérieur en requiert l'exclusion.

Art. 25 — Une salle spéciale distincte et séparée de l'autre doit être réservée à chacune des deux catégories de jeux.

Un contrôle est exercé à l'entrée des salles par un employé de l'établissement.

Art. 26 — L'accès des salles où se pratiquent les jeux de la 1^{re} catégorie est subordonné à la délivrance par la direction du casino, sur présentation d'une pièce d'identité, d'une carte semestrielle nominative ou d'une carte journalière d'admission dont le prix ne peut être inférieur aux droits de timbre dont le taux est fixé à 2.000 francs pour la carte semestrielle et à 100 francs pour la carte journalière.

L'accès des salles de jeux de la 2^e catégorie est subordonné à la délivrance d'un ticket d'entrée dont le prix ne peut être inférieur aux droits de timbre fixés à 100 francs.

Art. 27 — Sont seuls admis de droit dans les salles de jeux sans être astreints à la présentation d'une carte d'entrée payante ou d'un ticket les divers fonctionnaires de l'ordre administratif ou judiciaire appelés en vertu de leurs attributions à exercer une surveillance ou un contrôle dans les salles de jeux et désignés par le ministre de l'intérieur, le ministre des finances ou le ministre de la justice selon les cas. Ils ont libre accès à tous les locaux dépendant de l'établissement. Ces fonctionnaires et magistrats justifient de leur qualité au moyen d'une commission ou d'une carte spéciale.

Art. 28 — Les heures de séance des jeux sont en principe fixées de 21 h. 00 à 2 h. 00. Toutefois, et notamment le samedi et les veilles et jours de fête, les salles peuvent rester ouvertes au delà de ces heures si le nombre des joueurs présents et l'activité des parties sont de nature à justifier cette tolérance.

Les fonctionnaires chargés du contrôle des jeux sont habilités, sous réserve d'en rendre compte, à prendre à cet égard les mesures opportunes.

III — Règles de fonctionnement des jeux

Art. 29 — Les règles de fonctionnement des jeux autorisés sont celles communément pratiquées dans les casinos de classe internationale, sous réserve des dispositions du présent arrêté.

Art. 30 — Dans les jeux de contre partie : boule-roulette-black jack une caisse distincte est mise à la disposition de chaque table. Cette caisse porte le même numéro d'ordre que la table ou le tableau correspondant et elle reçoit au commencement de la partie une avance en jetons, également distincte, dont le montant est fixé une fois pour toute.

Le montant des nouvelles avances à faire, s'il y a lieu, en cours de séance est égal à celui de l'avance primitive.

Les avances doivent être pourvues en quantité suffisante, en jetons et plaques de petite valeur afin d'éviter de recourir à des opérations de change.

Les avances à la boule sont fixées à un chiffre uniforme pour toutes les caisses ; ce chiffre est égal à 2000 fois le minimum des mises fixé par l'arrêté d'autorisation.

Les avances à la roulette sont fixées à un chiffre uniforme pour toutes les caisses ; ce chiffre est égal à 20.000 fois le minimum des mises fixé par l'arrêté d'autorisation.

Les avances au black jack sont fixées à un chiffre uniforme pour toutes les caisses ; ce chiffre est égal à 2.000 fois le minimum des mises fixé par l'arrêté d'autorisation.

Art. 31 — Le casino est tenu de justifier au début de chaque partie la présence de ses caisses d'une somme en numéraire dont le montant minimum est égal, quels que soient le nombre des tables et les jeux pratiqués, au montant de l'avance de la caisse la plus élevée de l'établissement déterminé ainsi qu'il est dit à l'article précédent.

Art. 32 — A la boule, le minimum des mises est fixé à 100 francs et ne peut être modifié que par un nouvel arrêté du ministre de l'intérieur.

Le maximum des mises est fixé par l'établissement et ne peut plus varier d'une séance à l'autre.

Pour les mises sur numéro plein ce maximum ne peut être inférieur à 20 fois ni supérieur à 50 fois le montant du minimum fixé.

Pour les mises sur les chances simples, il ne peut être inférieur à 100 fois ni supérieur à 250 fois le montant du minimum fixé.

Le maximum des mises s'applique par cylindre, à chaque joueur considéré isolément.

Art. 33 — A la roulette, le minimum des mises est fixé à 200 francs. Le maximum est fixé :

1) sur les chances simples à 175 fois le minimum de 200 francs.

2) sur les chances multiples à :

Numéro plein 5 fois le minimum des mises

Cheval 10 fois le minimum des mises

Transversale 15 fois le minimum des mises

Carré 20 fois le minimum des mises

Sixain 30 fois le minimum des mises

Douze numéros 87,5 fois le minimum des mises.

Le directeur responsable a la possibilité d'augmenter pour certaines tables le minimum des mises fixé par le présent arrêté mais ce minimum ne peut plus être ramené à un taux inférieur durant le restant de la soirée. Lorsqu'il use de cette possibilité il est tenu d'en informer immédiatement les représentants des ministères de l'intérieur et des finances.

L'augmentation du minimum des mises entraîne automatiquement celle des maxima autorisés et, s'il y a lieu celle du fonds de garantie prévu à l'article 31 dans les proportions fixées par le présent arrêté. Le ministre de l'intérieur a la possibilité de modifier par arrêté les rapports minimum/maxima mais cette faculté ne peut intervenir dans les six premiers mois de fonctionnement du casino.

Art. 34 — Au black jack, le minimum des mises est fixé à 500 francs. Le maximum des mises est fixé au début de chaque année fiscale par le directeur responsable et ne peut plus être modifié en cours d'année. Il ne peut être supérieur à 10 fois le minimum des mises et s'entend par main.

Cependant les dispositions des deux derniers alinéas de l'article 33 sont applicables au jeu du black jack.

IV — Comptabilité et prélèvement progressif

A — Comptabilité spéciale des jeux.

Art 35 — Des carnets spéciaux tenus par table décrivent par séance :

a) pour les jeux de cercle, le montant intégral de la cagnotte sans aucune déduction ;

b) pour les jeux de contrepartie, le montant de l'avance initiale et des avances complémentaires éventuelles et le montant de l'encaisse constatée en fin de séance.

Les résultats figurant sur ces carnets sont récapitulés par table et par journée sur un registre de contrôle qui doit être totalisé, arrêté et visé à la fin de chaque journée.

Un carnet des prélèvements sert à déterminer le montant du prélèvement progressif.

Cotés et paraphés avant tout usage par le trésorier-payeur ces différents registres et carnets sont tenus dans les conditions de régularité exigées pour les livres de commerce. Ils ne doivent présenter ni grattages, ni surcharges. En cas d'erreurs, les rectifications sont faites à l'encre rouge, et elles sont approuvées en toutes lettres par le directeur et un membre du comité de direction.

En outre il est établi, une fois par quinzaine, un bordereau et un relevé récapitulatif des sommes à verser au trésor.

1 — Carnets d'avances

Art. 36 — Il est tenu autant de carnets d'avances distincts qu'il y a autour des appareils de jeux de contrepartie de tables alimentées chacune par une caisse recevant une avance distincte.

Ces carnets sont montés conformément aux modèles n° 1 et 1-bis et chacun d'eux reçoit un numéro d'ordre correspondant au numéro de la caisse à laquelle il est affecté.

Après inscription des résultats de la séance sur le carnet afférent à chaque table, le directeur responsable ou un membre du comité de direction est tenu de vérifier l'exactitude de cette inscription et de porter, dans la colonne 1, en regard de la ligne « Résultats de la séance » le mot « exact » suivi de sa signature.

Les résultats de chaque séance figurent dans les colonnes 3-4-5 et 6 des carnets d'avances. Les carnets d'avances sont arrêtés par séance et totalisés par journée. A la fin de chaque journée les résultats obtenus dans les colonnes 5 et 6 sont reportés par table dans les colonnes correspondantes du registre de contrôle du produit brut des jeux.

L'usage du carnet d'avances est obligatoire et l'inscription directe au registre de contrôle des opérations concernant les jeux de boule, de roulette, de black jack n'est admise sans aucun prétexte.

2) Carnet d'enregistrement des cagnottes

Art. 37 — Il est tenu autant de carnets d'enregistrement des cagnottes distincts qu'il y a de tables de baccara-chemin de fer.

Ces carnets sont montés conformément au modèle n° 2 et chacun d'eux reçoit un numéro d'ordre correspondant au numéro de la table à laquelle il est affecté.

Au début de la journée (ou de la séance si l'on compte plusieurs fois la cagnotte dans la même journée) on inscrit la date (et s'il y a lieu le numéro de la séance) dans la colonne 1, l'heure d'ouverture dans la colonne 2, les noms des croupiers et changeurs dans la colonne 3, la valeur et le numéro du premier ticket à détacher de chaque carnet dans les colonnes 4 et 5.

En cours de partie on porte successivement les heures d'interruption et de reprise, ainsi que la valeur et le numéro du premier ticket à détacher de chaque nouveau carnet mis en service.

A la fin de la partie on appose le timbre à date sur la souche du dernier ticket détaché de chaque carnet et l'on sert les colonnes 6-7 et 8 pour déterminer la somme qui doit être trouvée dans la cagnotte d'après le nombre et la valeur des tickets détachés.

Toutes ces opérations doivent être faites avant l'ouverture de la cagnotte sur le carnet lui-même et sans qu'il soit permis de faire un brouillon sur une feuille volante ou sur un carnet auxiliaire.

Si la cagnotte, dont le montant est inscrit dans la colonne 9, représente exactement la somme inscrite dans la colonne 8, il n'y a plus qu'à remplir les colonnes 12 à 15 qui donnent les chiffres à reporter au registre de contrôle.

Dans le cas contraire on fait ressortir la différence, selon son sens, dans la colonne 10 ou 11 et, si elle est en plus, on détache les tickets nécessaires pour rétablir l'équilibre, le numéro du dernier de ces tickets étant indiqué dans la colonne 13. Quant aux différences en moins, elles sont supportées par la caisse du casino. Dans tous les cas, c'est le plus élevé des deux chiffres figurant l'un dans la colonne 8, l'autre dans la colonne 9, qui doit être inscrit dans la colonne 15 pour être reporté au registre de contrôle.

Bien entendu, s'il y a différence en plus, le timbre à date est apposé immédiatement sur la souche du dernier ticket détaché pour combler cette différence.

Aucune compensation n'est admise entre les erreurs constatées en sens inverse à des tables différentes.

3) Registres de contrôle

Art. 38 — Les comptes des jeux sont tenus par séance et, pour chaque séance, par table pour les jeux de cercle et par caisse pour les jeux de contrepartie et totalisés par journée.

L'administration du casino décrit ces comptes sans interligne sur un registre de contrôle conforme au modèle n° 3 ou modèle n° 3 bis selon les jeux pratiqués.

Dès que les résultats d'une journée sont connus et ont été vérifiés, ils sont portés, avant le commencement de la journée suivante au registre de contrôle. A la fin de chaque journée, ce registre doit être totalisé, arrêté en toutes lettres et visé par le directeur responsable du casino et par un autre membre du comité de direction.

4) Carnet de prélèvement

Art. 39 — La contexture du registre de contrôle (modèle n° 3) ne permettant pas de calculer un prélèvement progressif portant non sur le produit brut des jeux, mais sur ce produit diminué de l'abattement légal de 10 % prévu à l'article 2 de l'ordonnance n° 13 du 13 juillet 1970, les résultats généraux du registre de contrôle (bénéfices ou pertes des jeux de contrepartie et produit des jeux de cercle) sont reportés, par journée, sur un carnet des prélèvements (modèle n° 4).

Le carnet des prélèvements comporte une série de cadres distincts afférents chacun à une quinzaine, c'est-à-dire à la période pour laquelle il est fait un versement à la caisse du trésorier-payeur. Chaque page est affectée à une seule quinzaine et fait ressortir le montant du produit des jeux enregistrés soit du 1^{er} au 15, soit du 16 au dernier jour du mois.

Le prélèvement progressif n'est calculé qu'une fois par quinzaine sur le total net de la colonne n° 5 après déduction de l'abattement légal à la base. Le carnet des prélèvements fait ainsi ressortir sur une ligne de chaque cadre, les résultats de la quinzaine. Les totaux du cadre précédent y sont ensuite reportés sur la ligne suivante et l'on obtient ainsi sur la dernière ligne le total général depuis le début de l'année.

Ce sont les chiffres qui figurent sur ces lignes, dans les colonnes 5 à 11 qui sont reportés sur le bordereau de versement (modèle n° 5). Le montant total du prélèvement progressif (total général) de la colonne n° 11 fait l'objet d'un arrêté en toutes lettres signé du directeur et d'un membre du comité de direction.

Le carnet des prélèvements constitue la minute du bordereau de versement.

B — Prélèvement progressif au profit de l'Etat.

1) Bordereau des sommes à verser au trésor.

Art. 40 — Une fois par quinzaine le trésorier-payeur établit au vu du carnet des prélèvements, rapproché du registre de contrôle et des autres documents de comptabilité, un bordereau indiquant le montant du prélèvement progressif à verser au trésor. Ce bordereau, établi en double expédition dans la forme du modèle n° 5 est signé concurremment par le trésorier-payeur, par le directeur et par un membre du comité de direction.

Il est laissée une expédition entre les mains du directeur qui est tenu de verser, à la caisse du trésorier-payeur et sur production de cette expédition les sommes ainsi déterminées le jour même ou le lendemain. L'une des expéditions sert à justifier la recette faite au profit du trésor, la seconde est conservée dans les archives de la trésorerie.

2) *Relevé récapitulatif de quinzaine.*

Art. 41 — Ce relevé (modèle n° 6) présente à la première page un cadre retraçant le détail du versement effectué à la caisse du trésorier-payeur au titre du produit des jeux réalisés au cours de la quinzaine qui vient de s'écouler. Les pages 2 et 3 présentent la même disposition que le carnet des prélèvements modèle n° 3 et retracent les résultats des cagnottes réalisées pendant la quinzaine pour laquelle il est fait un versement à la caisse du comptable supérieur. La dernière page est réservée aux observations, aux arrêtés et aux signatures.

Le directeur responsable du casino ne remplit que l'en-tête et les cadres 2 et 3 du document. Il certifie le montant du produit brut des jeux réalisés jusqu'à la dernière journée portée sur relevé et le montant du prélèvement à verser au trésor au titre de la quinzaine considérée. Il veille à ce que les relevés de l'espèce soient établis avec le plus grand soin.

Il remet le relevé récapitulatif en double expédition au trésorier-payeur le jour même où celui-ci établit le montant du prélèvement. Le trésorier-payeur certifie l'encaissement des sommes dues au trésor ou, le cas échéant, annote la colonne 4 « observations » du cadre 1^{er} des retards apportés par l'établissement à se libérer du prélèvement.

Le relevé récapitulatif est produit régulièrement chaque quinzaine même s'il est négatif.

Art. 42 — En fin d'année aucune restitution immédiate ne peut être faite au casino sur le montant du prélèvement progressif encaissé par le trésorier-payeur.

De même, en cas d'erreur matérielle portant sur le calcul du prélèvement, des rectifications nécessaires et la restitution au casino des sommes payées en trop ne peuvent se faire que par compensation, à l'occasion de l'établissement du premier bordereau de versement qui suit la constatation de l'erreur.

Pour l'application du prélèvement progressif il convient de retenir la période couvrant l'année civile.

C — *Comptabilité du Casino*

Art. 43 — La tenue d'une comptabilité régulière est obligatoire pour le casino. Le titulaire de l'autorisation de jeux ne peut s'en dispenser sous aucun prétexte.

Cette comptabilité comprend toutes les opérations de débit et de crédit spéciales au casino et elle est organisée de manière à faire ressortir la situation du casino considéré en lui-même et abstraction faite du résultat de l'exploitation éventuelle d'autres activités placées sous la même direction.

La comptabilité spéciale au casino doit rester au siège de l'établissement à la disposition des agents vérificateurs ou de contrôle. Le directeur est tenu, à toute réquisition de ces agents, de donner communication sur place de cette comptabilité.

La comptabilité du casino doit être tenue suivant la méthode dite « à partie double ». Les établissements peuvent, à leur gré, adopter le système et procéder comptables les mieux adaptés à leur organisation propre. (Système classique du journal et du grand-livre, etc...).

En tout état de cause, le casino doit tenir un livre de page et un registre concernant l'inventaire des jetons et des plaques appréciés à leur valeur nominale.

Le journal, quel que soit son type (journal classique, journal-grand livre, journal centralisateur) les journaux divisionnaires ou auxiliaires, doivent être établis sur des registres reliés régulièrement cotés et paraphés. Le journal et les journaux divisionnaires ou auxiliaires doivent être servis au jour le jour et ne présenter ni blanc, ni lacunes, ni transports en marge, ni grattages ou surcharges.

L'exercice comptable coïncide avec l'année civile.

Chaque écriture doit être appuyée par une pièce justificative datée et susceptible d'être présentée à toute demande.

Les numéros des folios du journal et les numéros des comptes du grand-livre doivent être portés sur chacune des pièces justificatives.

Ces pièces justificatives sont classées soit dans l'ordre de l'inscription au journal de l'écriture correspondante, soit par compte dans l'ordre de classement des comptes du grand-livre. Les pièces justificatives sont conservées pendant 10 ans soit pendant toute la durée de la concession des jeux.

Tous les documents de comptabilité de l'année courante et des neuf années précédentes doivent être mis à la disposition des agents vérificateurs ainsi que les pièces justificatives des opérations.

Ces agents peuvent se faire justifier de l'existence des fonds qui, d'après les écritures, doivent se trouver dans la caisse. Ils peuvent exiger la présentation de tous les documents détenus par l'établissement et établis par l'administration des chèques postaux et par les banques ou établissements de crédit avec lesquels le casino est en rapport.

1) *Comptabilité des plaques et jetons*

Art. 44 — Outre l'obligation qui lui est faite de retracer dans sa comptabilité les mouvements d'achat et de vente des plaques et jetons utilisés aux tables de jeux, le casino constate sur un « registre des plaques et jetons » (modèle n° 7) les séries mises en service.

Le registre comporte une description sommaire des plaques et jetons, l'indication du fabriquant, le nombre de séries, les différentes valeurs de plaques et jetons dans chaque série et le nombre de ces plaques et jetons par valeur.

Le registre mentionne également le nombre de séries conservées à la réserve générale des jetons, le nombre de celles mises effectivement en service aux guichets de change et aux tables de jeux.

Tous les 6 mois, le casino procède à un recensement des plaques et jetons en service et en porte le résultat sur le registre mod. 7.

La différence entre le montant des prises en charge consignées au registre des plaques et jetons et le montant des plaques et jetons recensés permet de dégager le montant total des plaques et jetons momentanément conservés par les joueurs.

2) *Utilisation des carnets de tickets*

Art. 45 — Les prélèvements opérés au profit de la cagnotte à tous les jeux dits de cercle donnent lieu à l'annulation par détachement d'un carnet à souches de tickets d'égale sommes. Toute souche n'ayant plus son ticket attendant représente ainsi un prélèvement d'égale valeur entré dans la cagnotte et il suffit de totaliser les souches dont les tickets ont été détachés au cours d'une même séance pour connaître immédiatement le produit de la cagnotte.

Les tickets sont détachés du carnet séance tenante et ostensiblement par le croupier. Les règles de détail relatives à la proclamation à haute voix du montant des tickets détachés, à l'annulation des tickets de leurs souches, etc... varient selon la nature du jeu et sont indiquées infra-article 47 pour ce qui concerne le baccara-chemin de fer.

Chaque table de baccara porte un numéro d'ordre distinct ; les numéros des tables des différents jeux de cartes forment une série unique et interrompue et ne doivent jamais être changés. Les carnets de tickets remis au casino, comme il est dit à l'article 48, restent affectés à des tables déterminées dont ils portent le numéro sur la couverture.

Un timbre à date est apposé de manière très lisible sur la souche du premier ticket de chaque carnet au moment même où ce carnet est mis en service et il est apposé de nouveau et avant l'ouverture de la cagnotte au dos de la souche de la page précédente qui correspond au premier ticket à détacher.

au commencement de chaque séance suivante. Il convient de prendre soin de bien marquer la séparation entre les tickets détachés à une séance et ceux détachés à la séance suivante, par un trait au crayon bleu portant tant sur le recto des souches que sur le verso précédent. La seule mention à porter sur la couverture du carnet est la date à laquelle il a été terminé.

Ces opérations sont effectuées, en dehors de la table de jeu par l'employé chargé de conserver les carnets de tickets dans l'intervalle des séances et de les remettre à la disposition des croupiers. Même quand il y a interruption dans la partie toutes les opérations d'une même journée sont considérées comme afférentes à une seule séance si la cagnotte n'a pas été comptée au cours de journée.

Art. 46 — Chaque table de baccara-chemin de fer possède une cagnotte distincte portant le même numéro que la table. Cette cagnotte est destinée à recevoir le montant des prélèvements opérés au profit de l'établissement.

En aucun cas les cagnottes des jeux de cercle ne peuvent être ouvertes et comptées en dehors de la présence soit du directeur responsable ou d'un membre du comité de direction qui porte dans la colonne d'observations du carnet d'enregistrement des cagnottes (modèle n° 2) la mention « certifié exact » suivie de sa signature.

3) Emploi des carnets de tickets au baccara.

Art. 47 — Les tickets représentant la valeur du prélèvement opéré au profit de la cagnotte sont détachés à chaque coup gagnant du banquier par le croupier lui-même.

Ces opérations sont effectuées dans l'ordre suivant :

1°) — le croupier annonce la somme prélevée et l'isole bien en vue, à proximité de l'ouverture de la cagnotte ;

2°) — il détache les tickets correspondants ;

3°) — il verse ostensiblement la somme dans la cagnotte.

Les tickets sont, après détachement, laissés quelques instants sur la table de jeu de manière que l'on puisse les contrôler mais, dès ce moment, ils n'ont plus aucune valeur et ils doivent être déchirés avant le coup suivant.

Au baccara-chemin de fer le prélèvement est fixé à 5 % des sommes gagnées à chaque coup par le banquier.

D — Questions particulières

1) Fourniture des carnets de tickets.

Art. 48 — Les tickets à souches sont de quatre valeurs différentes : 100 F, 200 F, 500 F et 1.000 F CFA. Ils sont imprimés par l'imprimerie nationale sur un fonds de sûreté dont la couleur varie suivant la valeur. Ils sont réunis par carnets de 200 tickets et portent un numéro d'ordre pris pour chaque valeur, dans la série ininterrompue des nombres depuis le n° 1 jusqu'au n° 1.000.000.

Le numéro du ticket commençant chaque série est reproduit sur la couverture du carnet.

Le casino peut se faire remettre en une seule fois le nombre de carnets des différentes valeurs nécessaires pour assurer le service des tables de jeu pendant un mois mais il n'attend pas l'épuisement de ces carnets pour en demander de nouveaux au trésorier-payeur.

2) Remboursement du prix des carnets et restitution des souches

Art. 49 — Le prix des carnets est remboursé à l'administration par le casino dès la remise de la provision demandée par ce dernier.

Au fur et à mesure qu'ils sont terminés les carnets ne comprenant plus que leurs souches sont remis au trésorier-payeur.

En cas de perte ou de détournement de tickets le casino est tenu de payer le montant du prélèvement progressif correspondant à la valeur nominale des tickets non représentés.

3) Frais de contrôle des jeux de roulette et de black-jack

Art. 50 — Les sommes à la charge du casino au titre des frais afférents au contrôle spécial dont il est question à l'article 55 sont arrêtées par le trésorier-payeur comme en matière de prélèvement progressif à la fin de chaque quinzaine et donnent lieu à l'établissement d'un bordereau de versement spécial, modèle 8.

Ce bordereau, établi en double exemplaire, est signé concurremment par le trésorier-payeur, par le directeur et par un membre du comité de direction. Il est laissé une expédition entre les mains du directeur qui est tenu de verser à la caisse du trésorier-payeur et sur la production de cette expédition, les sommes ainsi arrêtées, en même temps qu'est opéré le paiement du prélèvement progressif afférent à la même période.

Le montant de ces recettes est imputé au budget général de l'Etat au titre des fonds de concours.

4) Orphelins

Art. 51 — Les sommes et enjeux trouvés à terre, laissés sur les tables de jeux ou abandonnés en cours de partie sans que l'on sache à qui ils appartiennent sont dénommés « orphelins ».

Les orphelins sont versés immédiatement dans la caisse du casino et ce versement est constaté au carnet d'enregistrement des orphelins (modèle n° 10). Leur montant est imputé dans la comptabilité commerciale de l'établissement.

Dans le cas où le propriétaire légitime de la somme trouvée se fait connaître et peut établir son droit sans contestation possible, rien ne s'oppose à ce que cette somme lui soit restituée.

Ces divers mouvements sont retracés au carnet des orphelins dans les colonnes réservées à cet effet.

Les sommes encaissées par le casino au titre des orphelins sont attribuées au bureau d'aide sociale de la ville de Lomé. Le versement est fait en fin d'année à la caisse du receveur municipal de la commune et la quittance à souche délivrée par ce comptable constitue la décharge du casino.

Le compte « orphelins » se trouve ainsi intégralement soldé à la fin de l'année.

V — Surveillance, contrôle, sanctions

Art. 52 — Les seuls fonctionnaires qui ont qualité, à l'exclusion de tous autres agents de l'Etat, pour exercer une mission de surveillance et de contrôle sur le fonctionnement des jeux de hasard sont les suivants :

1) les fonctionnaires du ministère de l'intérieur notamment ceux de la sûreté nationale et du service des affaires politiques et administratives.

2) les fonctionnaires du ministère des finances notamment :

— le directeur de l'économie

— le chef du service des contributions

— le directeur du trésor

— le contrôleur financier

— le chef du service des domaines et de l'enregistrement.

En outre le ministre de l'intérieur et le ministre des finances peuvent par décision spéciale déléguer cette mission à d'autres fonctionnaires relevant de leur département.

La libre entrée des salles de jeux et de tous autres locaux dépendant du casino ne peut être refusée sous aucun prétexte à ces différentes personnes. Les représentants du casino sont tenus de se soumettre à leur contrôle et de se prêter à toutes leurs investigations.

Le directeur responsable est tenu de mettre à la disposition des agents du ministère de l'intérieur et du ministère des finances un bureau à l'intérieur du casino, situé le plus près possible des salles de jeux.

Art. 53 — Les fonctionnaires du ministère de l'intérieur et du ministère des finances possèdent exactement les mêmes prérogatives et les mêmes droits de contrôle. Les uns comme les autres ont qualité aussi bien pour veiller à la stricte observation des dispositions du présent arrêté que pour faire porter leurs investigations sur tel ou tel point de la gestion de l'établissement ou du fonctionnement des jeux.

Art. 54 — Toutefois les agents du ministère de l'intérieur sont plus spécialement chargés d'exercer une surveillance générale sur l'établissement de jeux en ce qui concerne notamment les conditions d'entrée dans les salles de jeux, les heures d'ouverture et de fermeture, la surveillance de personnes sur lesquelles peut peser une suspicion, le recrutement du personnel, la police des jeux, etc.

Le rôle des agents du ministère des finances consiste essentiellement à contrôler la comptabilité commerciale, la comptabilité spéciale des jeux et les déclarations faites par le directeur responsable relativement au montant du produit des jeux et à encaisser les prélèvements au profit du trésor.

Néanmoins, tous les agents chargés du contrôle doivent avoir la possibilité de vérifier l'ensemble de la gestion de l'établissement.

Art. 55 — La police des jeux dans le casino est assurée, sous l'autorité du directeur de la sûreté nationale par des fonctionnaires de police chargés du contrôle et habilités à prendre toutes dispositions utiles pour assurer, dans le cadre de la réglementation en vigueur, la régularité et la sécurité des jeux.

Des fonctionnaires du ministère de l'intérieur (sûreté nationale) sont spécialement désignés pour assurer la surveillance des jeux de roulette et de black jack. Le directeur responsable du casino verse au trésor à titre de fonds de concours pour dépenses d'intérêt public, le montant des frais afférents à ce contrôle spécial dont le tarif est fixé par le ministre de l'intérieur. Ces frais sont liquidés par jour et par table ouverte et leur recouvrement est assuré comme en matière de prélèvement progressif.

Art. 56 — Il est tenu dans le casino un registre spécial (modèle n° 9) coté, paraphé et visé par le directeur de la sûreté.

Les agents chargés d'exercer une surveillance énumérée à l'article 52 demandent communication de ce registre spécial toutes les fois qu'ils se rendent au siège de cet établissement pour y effectuer une opération de vérification quelconque. Ils y indiquent le jour et l'heure de leur visite ainsi que la nature des opérations effectuées et consignent s'il y a lieu les observations, instructions ou injonctions qu'ils ont formulées. Le directeur responsable doit, dans le délai de 8 jours, mentionner en regard des dites observations, la suite qu'il y a été réservée.

Art. 57 — Seront punis des peines prévues à l'article 8 de la loi 61-31 du 26 août 1961 les contrevenants aux dispositions du présent arrêté.

Art. 58 — Pour tout ce qui n'est pas prévu par le présent arrêté, la réglementation appliquée au casino Miramar sera celle en vigueur dans et pour les casinos de classe internationale.

Art. 59 — Les services relevant du ministère de l'intérieur et du ministère des finances cités à l'article 52 ci-dessus, sont

chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Lomé, le 6 décembre 1971

Le ministre de l'intérieur par intérim,

F. D. ALI

Le ministre des finances, de l'économie et du plan,

J. B. TEVI

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

Secrétaires de chefs de canton

Décision n° 99-INT-APA du 25-11-71 — M. Moussa Aboubakar, secrétaire du chef supérieur de Sokodé est licencié de ses fonctions pour compter du 1^{er} août 1971 pour abandon de poste et mauvaise manière de servir.

M. Idrissou Zakari est nommé, pour compter du 1^{er} octobre 1971, secrétaire du chef supérieur de Sokodé (circonscription administrative de Sokodé) en remplacement de M. Moussa Aboubakar, licencié.

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 72.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 14, article 6.

Décision n° 104-INT-APA du 1-12-71 — M. Bleoussi Marcellin est nommé, pour compter du 1^{er} juillet 1971, secrétaire du chef du canton de Langabou (circonscription administrative de Sotouboua).

L'intéressé percevra, en cette qualité, une indemnité annuelle de 48.000 francs.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 14, article 6.

MINISTÈRE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN

Allocations scolaires

Décision n° 1192-MF-MEN du 1-12-71 — Une allocation scolaire de 525.000 CFA (cinq cent vingt cinq mille cfa) est accordée aux élèves boursiers du Togo à l'école des assistants d'élevage de Bamako pour la période du 1^{er} octobre 1971 au 31 décembre 1971 (soit 3 mois) suivant détail ci-après :

Par élève boursier et par mois : 25 000

Aklobessi Kouassi Simon	25.000 x 3 =	75.000
Attiogbe Aboudou Macaire	25.000 x 3 =	75.000
Tanta Frédéric	25.000 x 3 =	75.000
Avegan Komlan Simon	25.000 x 3 =	75.000
Dekpo K. Pascal	25.000 x 3 =	75.000
Kouzan K. Samuel	25.000 x 3 =	75.000
Kulo Louis	25.000 x 3 =	75.000

Total = 525.000

Le montant total de ces allocations sera mandaté par les soins du service des finances du Togo au nom des élèves intéressés et leur sera payé par la paierie de l'Ambassade de France à Bamako (République du Mali).

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 41, article 5, paragraphe 1.

Décision n° 1217-MF-MEN du 6-12-71 — Une allocation de 3.839.993 cfa (trois millions huit cent trente neuf mille neuf cent quatre vingt treize francs) est accordée à la mission catholique du Togo pour servir de paiement des allocations de

nourriture, habillement et fourniture scolaires aux élèves boursiers placés dans ses établissements secondaires au titre du premier trimestre de l'année scolaire 1971-1972 (octobre-novembre et décembre 1971) suivant détail ci-après :

1) Collège St. Joseph Lomé : 14 BE et 84 DB.	
40.000×14	
$\frac{3}{20.000 \times 84}$	
$= 186.666$	
$\frac{3}{20.000 \times 84}$	
$= 560.000$	
$\frac{3}{\text{Total} = 746.666 \dots\dots\dots (\text{UTB } 30.010).$	746.666
2) Collège Notre-Dame des Apôtres Lomé : 7 BE et 43 DB.	
40.000×7	
$\frac{3}{20.000 \times 43}$	
$= 93.333$	
$\frac{3}{20.000 \times 43}$	
$= 286.666$	
$\frac{3}{\text{Total} = 379.999 \text{ moins trop perçu } 70-71 :}$	
$60.000 (\text{UTB } 30.017)$	$= 319.999$
3) C.C. Mgr Cessou Lomé : 49 DB	
20.000×49	
$\frac{3}{33.332 (\text{ccPO3-37})}$	
$= 326.666 \text{ moins trop perçu } 70-71 :$	
$= 293.334$	
4) C.C. Sacré-Cœur Lomé : 34 DB.	
20.000×34	
$\frac{3}{66.666 (\text{ccPO7-12})}$	
$= 226.666 \text{ moins trop perçu } 70-71 :$	
$= 160.000$	
5) C.C. Catholique Agou : 25 BD.	
20.000×25	
$\frac{3}{60.000 (\text{UTB } 30-04)}$	
$= 166.666 \text{ moins trop perçu } 70-71 :$	
$= 106.666$	
6) C.C. St. Pierre et Paul Anécho : 13 DB.	
20.000×13	
$\frac{3}{86.666 (\text{UTB } 30.114)}$	
$= 86.666$	
7) C.C. Catholique Assaboun : 16 DB.	
20.000×16	
$\frac{3}{106.666 (\text{UTB } 35-78)}$	
$= 106.666$	
8) Collège N.D.A. Atakpamé : 3 BE + 43 DB.	
40.000×3	
$\frac{3}{20.000 \times 43}$	
$= 40.000$	
$\frac{3}{20.000 \times 43}$	
$= 286.666$	
$\frac{3}{\text{Total} = 326.666 \text{ moins trop perçu } 60.000}$	
$(\text{ccP } 0507)$	$= 266.666$
9) C.C. Catholique Kouré : 22 DB.	
20.000×22	
$\frac{3}{146.666}$	
$= 146.666$	
10) Collège Chaminade Lama-Kara : 2 BE + 69 DB.	
40.000×2	
$\frac{3}{26.666}$	
$= 26.666$	

20.000×09	
$\frac{3}{460.000}$	
$\frac{3}{\text{Total} = 486.666 (\text{BNP } 9486)}$	486.666
11) Collège Ste Adèle Lama-Kara : 24 DB.	
20.000×24	
$\frac{3}{160.000 (\text{BNP } 9102)}$	
$= 160.000$	
12) Collège St. Augustin Togoville : 33 DB.	
20.000×33	
$\frac{3}{220.000 (\text{BIAO } 35.021.859/W)}$	
$= 220.000$	
13) C.C. St. François Kandé : 14 DB.	
20.000×14	
$\frac{3}{93.333 (\text{ccP } 08-77)}$	
$= 93.333$	
14) C.C. St. Albert Atakpamé : 27 DB.	
20.000×27	
$\frac{3}{180.000 \text{ moins trop perçu } 20.000}$	
$(\text{BIAO } 025.267/Z)$	160.000
15) C.C. St. Jean Bosco Tomégbé : 20 DB.	
20.000×20	
$\frac{3}{133.333 (\text{BIAO } 025.267/P)}$	
$= 133.333$	
16) C.C. St. Pie X Tsévié : 21 DB.	
20.000×21	
$\frac{3}{140.000 (\text{ccP } 48-76)}$	
$= 140.000$	
17) C.C. St. Paul VI Nuatja : 12 BD.	
20.000×12	
$\frac{3}{80.000 (\text{UTB n° } 30.152 \text{ Sœurs de}}$	
$\text{l'Assomption})$	80.000
18) C.C. Catholique Filles Dapango : 13 DB.	
20.000×13	
$\frac{3}{86.666}$	
$= 86.666$	
19) Institut Technique Féminin Sokodé : 7 DB.	
20.000×7	
$\frac{3}{46.666}$	
$= 46.666$	
$\text{Total} =$	3.839.993

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 41, article 1, paragraphe 1.

Décision n° 1220-MF-MEN du 6-12-71 — Une allocation de 133.333 cfa (cent trente trois mille trois cent trente trois frs) est accordée au collège méthodiste d'Anécho pour servir de paiement des allocations de nourriture, habillement et fournitures scolaires aux élèves boursiers placés dans son établissement secondaire au titre du premier trimestre de l'année scolaire 1971-1972 (octobre-novembre-décembre 1971) suivant détail ci-après :

Collège méthodiste Anécho : 20 DB.	
20.000×20	
$\frac{3}{133.333}$	
$= 133.333$	

Art. 2 — La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 41, article 1, paragraphe 1.

Décision n° 1221-MF-MEN du 6-12-71 — Une allocation scolaire de 15.174.000 CFA (quinze millions cent soixante quatre mille cfa) est accordée à l'Université du Bénin à Lomé pour servir de paiement des allocations de 281 étudiants boursiers du Togo pour la période de novembre à décembre 1971 (soit deux mois) suivant détail ci-après :

(15.000 par étudiant et par mois) : 281 bourses

Allocations brutes : 15.000 x 2 x 281 = 8.430.000

Prime annuelle d'équipement 24.000 x 281 = 6.744.000

15.174.000

Le montant de cette allocation sera mandaté et versé par les soins du service des finances du Togo au compte courant n° 119 ouvert dans les écritures du trésorier-payeur en vue du paiement des allocations aux étudiants intéressés.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 41, article 1, paragraphes 5 et 6.

Décision n° 1222-MF-MEN du 6-12-71 — Une allocation de 873.332 CFA (huit cent soixante treize mille trois cent trente deux francs) est accordée à la mission évangélique du Togo pour servir de paiement des allocations de nourriture, habillement et fournitures scolaires aux élèves boursiers placés dans ses établissements secondaires au titre du premier trimestre de l'année scolaire 1971-1972 (octobre-novembre-décembre 1971) suivant détail ci-après :

1) Collège Protestant de Lomé : 11 BE + 75 DB.

40.000 x 11 = 146.666

3
20.000 x 75 = 500.000

3
Total = 646.666

646.666

2) Collège Protestant de Palimé : 34 DB.

20.000 x 34 = 226.666

226.666

3
Total général 873.332
Soit total : 11 BE et 109 DB.

40.000 x 11 = 146.666

3
20.000 x 109 = 726.666

873.332

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 41, article 1, paragraphe 1.

Rôles

Arrêté n° 406-MFEP-AI du 2-12-71 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1971 ci-après :

BUDGET GÉNÉRAL

205 Tsévié Taxe progressive 43.721
Anécho Taxe progressive 31.443
Vogan Taxe progressive 9.565
Tabligbo Taxe progressive 4.053
88.782

206 Palimé Taxe progressive 59.630
Nuatja Taxe progressive 5.580
Akposso Taxe progressive .. 18.540
Akposso I.G.R. 5.952

89.702

207 Sotouboua Taxe progressive .. 5.360
Sokodé Taxe progressive .. 109.708
Bafilo Taxe progressive 1.870
Bassari Taxe progressive .. 20.635
Lama-Kara Taxe progressive.. 38.992
Niamtougou Taxe progressive 14.429
Pagouda Taxe progressive .. 3.420
Kandé Taxe progressive 1.380
Mango Taxe progressive 36.983
Dapango Taxe progressive .. 62.206

294.983

473.467

473.467

Arrêté n° 407-MFEP-AI du 2-12-71 — Sont pris en charge les rôles de régularisation exercice 1971 ci-après :

BUDGET GÉNÉRAL

Commune de Lomé

202 Taxe progressive 49.150.489
Taxe prog. (CF) 7.160.687
56.311.176

203 B.I.C. 18.750

56.329.926

BUDGET COMMUNAL

Commune de Lomé

202 Taxe civique 1.928.300
203 Taxe civique 6.600
204 Patentes 243.264
ca/Patentes 46.552
289.816

2.224.716

58.554.642

Arrêté n° 408-MFEP-AI du 2-12-71 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1971 ci-après :

BUDGET COMMUNAL

Commune de Lomé

201 Patente 1.304.720
ca/Patente 266.936
1.571.656

1.571.656

1.571.656

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de un million cinq cent soixante onze mille six cent cinquante six francs est fixée au 30 octobre 1971.

Arrêté n° 409-MFEP-AI du 2-12-71 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1971 ci-après :

BUDGET GENERAL*Commune de Lomé*

197 B.I.C.	914.783	
I.G.R.	760.680	
	<u>1.675.463</u>	1.675.463

BUDGET COMMUNAL*Commune de Lomé*

198 Patentes	15.583.822	
ca/patentes	3.109.136	
licences	1.120.250	
ca/licences	224.050	
T.C.	87.600	
	<u>20.124.858</u>	20.124.858
		<u>21.800.321</u>

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de vingt et un millions huit cent mille trois cent vingt et un francs est fixée au 30 octobre 1971.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE**Examen de fin de stage**

Arrêté n° 25-MEN-cab du 11-12-71 — Un examen de fin de stage est institué pour les élèves offsetistes placés en formation professionnelle à l'Editogo.

Un texte d'application précisera l'organisation et le déroulement de cet examen.

TEXTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**MINISTERE DES FINANCES, DE L'ECONOMIE ET DU PLAN**

CIRCULAIRE N° 31/MFEP du 9-12-71 modifiant la circulaire n° 20/MFEP du 7 septembre 1971 relative aux comptes en francs ouverts à des non-résidents et aux dossiers étrangers de valeurs mobilières.

La présente circulaire a pour objet d'informer les intermédiaires agréés qu'à compter du 10 décembre 1971, et conformément aux principes qui régissent le double marché des changes, les comptes étrangers en francs ne pourront être débités que pour les règlements, principalement commerciaux, qui doivent être exécutés sur le marché officiel des changes. Les comptes en francs financiers ne pourront être débités, à compter de cette date, que des règlements en francs à des résidents tels que prévus par la réglementation des changes. En conséquence, à compter de cette date les comptes étrangers en francs et les comptes en francs financiers ne pourront être débités, ni d'achats de devises sur les marchés des changes, ni d'acquisitions de francs contre devises étrangères sur une place étrangère. Les comptes en francs financiers ne pourront en outre être débités à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente circulaire, ni d'achats de billets de la B.C.E.A.O en vue de leur expédition à l'étranger par voie postale, ni de l'achat de toute valeur à court terme notamment bons du

trésor, bons de caisse, effets privés, ni de versements à un compte sur livret.

Au cas où ces comptes feraient apparaître un solde supérieur à celui constaté à la date du 30 novembre 1971 le ministre des finances pourra exiger à tout moment, à partir du 14 décembre 1971, le versement de cet excédent à des comptes bloqués étrangers ou financiers, dont les conditions d'utilisation en francs ou de conversion en devises seront déterminées le moment venu.

Ces dispositions ne s'appliquent pas :

— Aux comptes étrangers en francs ouverts à des Etats et collectivités publiques étrangers ;

— Aux comptes étrangers en francs ouverts à des personnes physiques non-résidentes, pour leur solde au 7 septembre 1971;

— Aux comptes en francs financiers ouverts à des personnes physiques non-résidentes à hauteur des salaires, traitements et honoraires, indemnités des assurances sociales, pensions et rentes perçus au crédit de ces comptes.

Lomé, le 9 décembre 1971

Pour le ministre des finances, de l'économie et du plan absent :

Le ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme chargé de l'expédition des affaires courantes,
N. Gbegbeni

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES****ANNONCE**
Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
(Emission d'une pièce de 50 francs cfa)

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, met en circulation à compter du mardi 2 mai 1972 une pièce de 50 francs cfa.

Cette pièce a le même pouvoir libératoire que le billet de 50 francs émis par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, lequel conserve toute sa valeur.

Les caractéristiques de la nouvelle pièce sont les suivantes :

- Métal : Cupro-nickel
- Diamètre : 22 millimètres
- Poids : 5 grammes
- Tranche : à cannelures

La face de la pièce porte en relief :

— la présentation stylisée d'un poisson-scie inspirée d'une figurine en bronze, autrefois utilisée pour la pesée de la poudre d'or en pays Baoulé, entourée de l'inscription « BANQUE CENTRALE DES ETATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST » en couronne.

Le revers de la pièce porte en relief :

— au centre, le chiffre « 50 » surmontant le mot « FRANCS » et le millésime, entourés de l'inscription « UNION MONETAIRE OUEST-AFRICAINE » en couronne.

CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Avis de demande d'immatriculation

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition aux présentes immatriculations es-mains du conservateur soussigné, dans un délai de trois mois à compter de l'affichage des présents avis qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal de 1^{re} instance de Lomé.

(Le service du journal officiel décline toute responsabilité quant à la teneur des actes publiés sous cette rubrique).

Suivant réquisition, n° 5750, déposée le 18 octobre 1971, le sieur Dingninou Ayaovi Camille, profession d'ingénieur Pédologue demeurant et domicilié à Lomé 27 Rue Boko Soga, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de Nationalité togolaise demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 4 as 99 cas, situé à Lomé Tokoin, connu sous le nom de Tanné et borné au nord, à l'est par des rues en projet, au sud et à l'ouest par Alomé Dogbé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition n° 5751, déposée le 18 octobre 1971, le sieur Dingninou Ayaovi Camille, profession d'ingénieur Pédologue demeurant et domicilié à Lomé 27 Rue Boko Soga, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de Nationalité togolaise demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 4 as 82 cas, situé à Lomé connu sous le nom de Tokoin Tanné et borné au nord, au sud, à l'est par la famille Nyassor et à l'ouest par une rue en projet.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5752, déposée le 26 octobre 1971, le sieur Doufodji Renaud, profession d'Adjoint Administratif demeurant et domicilié à Lomé (Direction des Mines), majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité, togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 23 as 52 cas situé à Aflao, Circonscription Administrative de Lomé connu sous le nom de Batomé et borné au nord par Soadjédé Agodjédé et Kossi Ayawo, au sud par Kokouvi Amétépé, à l'est par Renaud Doufodji et Kossi Ayawo et à l'ouest par Venance Gbenyedji et Soadjédé Agadjédé.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5753, déposé le 26 octobre 1971, le sieur Doufodji Renaud, profession d'Adjoint Administratif demeurant et domicilié à Lomé (Direction des Mines), majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 26 as

36 cas, situé à Aflao, Circonscription Administrative de Lomé, connu sous le nom de Batomé et borné au nord par Yaovi Kossi, au sud par Doufodji Renaud, à l'est par Gavon Assou et à l'ouest par Guédéguelou Akpadjaka.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5754, déposée le 26 octobre 1971, le sieur Doufodji Renaud, profession d'Adjoint Administratif demeurant et domicilié à Lomé (Direction des Mines), majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 42 as 47 cas, situé à Aflao, Circonscription Administrative de Lomé, connu sous le nom de Batomé et borné au nord par Avéléte Anika, au sud par Kédé Gblonkpo, à l'est par la route Totchivi et Gblékomé et à l'ouest par Venance Gbenyedji.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5755, déposée le 26 octobre 1971, le sieur Doufodji Renaud, profession d'Adjoint administratif demeurant et domicilié à Lomé (Direction des Mines), majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 48 as 52 cas, situé à Aflao Circonscription Administrative de Lomé, connu sous le nom de Batomé et borné au nord par Ayaovi Adjewodo, au sud par Venance Gbenyedji, à l'est par Kodjo Ayivon et à l'ouest par Ayawovi Adjewodo, Kokou Amétépé et Guédéguelou Akpadjaka.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition n° 5756, déposée le 26 octobre 1971 ; le sieur Bébessiki Lokou Emmanuel, profession d'Ingénieur d'Agriculture demeurant et domicilié à Lomé (Direction d'Agriculture), majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 as 28 cas, situé à Lomé Tokoin, connu sous le nom de Dogbéau et borné au nord, à l'ouest par des rues en projet, au sud par Robert Adéwi et à l'est par la collectivité Akikokou.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5757, déposée le 27 octobre 1971, le sieur Lawson A. Cyrille Pierre, profession d'Adjoint Technique des T.P. demeurant et domicilié à Lomé 100 Rue de la Marne, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 8 as 50 cas, situé à Palimé, circonscription administrative de Klouto, connu sous le nom de Nyivema et borné au nord par Glassou David, au sud, à l'est par des rues en projet et à l'ouest par Akakpo Adzaku.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5758, déposée le 27 octobre 1971, le sieur Malou Sylvestre, profession de Douanier, demeurant et domicilié à Hilakondji (Anécho) de passage à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un pentagone irrégulier d'une contenance totale de 4as 40cas, situé à Lomé, connu sous le nom de Tokoin-Ouest et borné au nord par Kwami Kpovi, au sud par une rue en projet, à l'est par Agbétrobou Richard et à l'ouest par la route Frontière Togo Ghana.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5759 déposée le 29 octobre 1971, le sieur Valentin Mawupé Vovor, profession de professeur à la faculté de médecine, demeurant et domicilié à Dakar de passage à Lomé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 61as, 35cas, situé à Kpogan, circ. Adm. de Klouto et borné au nord par Amadou Yovo au sud par Awuga Félicia, à l'est par Gbadépé Manyo et à l'ouest par Honou Yovo.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient, et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5760, déposée le 3 nov. 1971, le sieur Mensah Alberti profession de commerçant, demeurant et domicilié à Lomé, rue Colonel Marroix, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble rural non bâti consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 2has, 21 as, 08 cas situé à Lomé-Tokoin, connu sous le nom d'Aviation et borné au nord par Amégan Agbéavou au sud, à l'est et à l'ouest par Djakpa G. Zandzi.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5761, déposée le 3 novembre 1971, la dame Sodji Ahlinba Philomène profession de couturière, demeurant et domiciliée à Lomé Nyékonakpoé, majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise, d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier, d'une contenance totale de 6as, 42cas, situé à Lomé, connu sous le nom de Dogbéavou et borné au nord par l'emprise de la voie ferrée du port, au sud, à l'est par Boko Tsissé et à l'ouest par une rue en projet.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5762, déposée le 5 novembre 1971, le sieur Adama Godfrey, profession d'ingénieur-géomètre, demeurant et domicilié à Lomé (Service topographique), mandataire de Mme Cam Bénédicte née de Medeiros, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un im-

meuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 12as, 00cas, situé à Lomé-Tokoin, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord, au sud par des rues en projet, à l'est et à l'ouest par Ahlin Logossou.

Il déclare que ledit immeuble appartient à Mme Cam Bénédicte et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5763, déposée le 9 novembre 1971, le sieur Doh Faustinus, profession de chef opérateur mécano Statistique, demeurant et domicilié à Lomé-Bé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti consistant en un terrain en forme d'un polygone irrégulier d'une contenance totale de 49 as, 25 cas, situé à Kanyikope, circ. adm. de Lomé et borné au nord par Jean Agbémenya, au sud par Hector Mikossoukpor, à l'est par Adjano Kowouvi Ayiga et à l'ouest par Nenyewoédé Kloméga.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5764, déposée le 10 novembre 1971, le sieur Afanou A. François, profession de propriétaire, demeurant et domicilié à Lomé 14, rue Jacob Adjallé, majeur non interdit jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 5 as, 97 cas, situé à Lomé Tokoin, connu sous le nom de Dogbéavou et borné au nord par une rue en projet, au sud, à l'est et à l'ouest par Wogboli Agouto.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition, n° 5765, déposée le 10 novembre 1971 la dame Yaodze Rose, profession d'employée de la banque B.C.A.O. demeurant et domiciliée à Lomé, majeure non interdite jouissant de ses droits civils de nationalité togolaise, demande l'immatriculation au livre foncier de la République togolaise d'un immeuble urbain non bâti, consistant en un terrain en forme d'un quadrilatère irrégulier d'une contenance totale de 3 as, 73 cas, situé à Lomé Tokoin, connu sous le nom de Wuiti et borné au nord, à l'ouest par des rues en projet, au sud par le lot n° 43 et à l'est par le lot n° 41.

Elle déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière,

E. K. Dogbé

AVIS DE PERTE DE TITRES FONCIERS

Avis est donné au public, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, de la perte de la Copie du Titre Foncier n° 266 du Territoire du Togo, appartenant à Mme POVI Martina.

(Pour première insertion)

ETUDE DE MAITRE RAYMOND VIALE*Avocat - Défenseur à Lomé*

Conformément aux dispositions de l'article 99 du décret du 24 juillet 1906 sur le régime de la propriété foncière, avis est donné au public que le certificat d'inscription objet du bordereau analytique n° 2 en date du 11 juin 1958 du titre foncier n° 2.037 du territoire du Togo, appartenant à Madame Agnès Boccovi, est adiré.

(Pour première insertion)

Avis est donné au public, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, de la perte de la Copie du Titre Foncier n° 3 du Cercle d'Atakpamé, appartenant à feu Doteh Tom AGBODJA.

(Pour première insertion)